

**CONSEIL COMMUNAL
GEMEENTERAAD**

**Séance publique du mercredi 27 mars 2019 à 19h00
Openbare zitting van woensdag 27 maart 2019 te 19u00**

Mme la Présidente, Catherine Moureaux :

J'ouvre la séance. Veuillez excuser mon retard, mais il y avait une délégation de travailleurs à la porte, à laquelle j'ai pris le temps de répondre avant d'entrer.

Puis-je répéter mon souhait que les conseillers s'assoient.

Nous allons commencer par la prestation de serment et l'installation d'un nouveau conseiller communal, monsieur Sumlu. Il va siéger à la place de madame Turine, dont on doit enregistrer la démission.

1. Secrétariat communal - Démission d'une conseillère communale - Sarah TURINE - Communication.

Gemeentelijk secretariaat - Ontslagneming van een gemeenteraadslid - Sarah TURINE - Mededeling.

Mme la Présidente :

Nous prenons acte de la démission de madame Turine.

2. Secrétariat communal - Prestation de serment et installation de Monsieur Emre SUMLU.

Gemeentelijk secretariaat - Eedaflegging en installatie van Mijnheer Emre SUMLU.

Mme la Présidente :

Monsieur Sumlu, pouvez-vous vous approcher pour la prestation de serment ?

M. Sumlu :

Je jure fidélité au Roi, obéissance à la constitution et aux lois du peuple belge.

Mme la Présidente :

Bienvenue, félicitations !

3. Secrétariat communal - Etablissement du tableau de préséance des membres du Conseil communal.

Gemeentelijk Secretariaat - Opmaken van de ranglijst van de leden van de Gemeenteraad.

Mme la Présidente :

Pouvez-vous approuver le nouveau tableau de préséance ?

Le Conseil approuve le point.

39 votants : 39 votes positifs.

De Raad keurt het punt goed.

39 stemmers : 39 positieve stemmen.

QUESTIONS D'ACTUALITE - ACTUALITEISVRAGEN

Mme la Présidente :

Avant de passer à l'ordre du jour formel, je dois vous dire que j'ai été saisie de deux questions d'actualité qui concernent la note de politique générale. Je dois dire, qu'étant donné que c'est un point qui va être abordé aujourd'hui dans l'ordre du jour classique, je ne vois pas la raison d'en faire une question d'actualité et donc je refuse ces deux questions d'actualité, puisque nous allons avoir effectivement le débat sur la note de politique générale, sauf si vous souhaitez qu'il en soit autrement. Je peux entendre des propositions à ce sujet.

Je tiens à préciser, avant de vous passer la parole, c'est important, écoutez bien, que je dois m'excuser, au nom du collègue, parce que la note vous a été transmise aujourd'hui...

Bon, nous allons devoir quitter la salle

*La séance est suspendue 20 minutes suite à une alerte incendie.
De zitting wordt voor 20 minuten geschorst wegens brandalarm.*

Ahmed El Khannouss quitte la séance / verlaat de zitting.

Mme la Présidente :

Alors, chers collègues, comme je l'ai expliqué, je ne prends pas les questions d'actualité qui ont trait à un point de l'ordre du jour, parce que ça, ça n'a pas de sens. Juste avant qu'on soit interrompu par l'alarme incendie, j'étais en train de vous présenter mes excuses, et je vais continuer là-dessus.

Mais avant, je veux juste faire une petite annonce, les voitures qui sont dans le garage vont bien, par contre, ce qui a déclenché l'alarme, c'est quelqu'un qui a fumé dans le garage. Alors s'il-vous-plaît, ne fumez plus dans le garage. Comme vous l'avez vu, ça cause un certain tort à un nombre impressionnant de personnes dans la situation qu'on vit juste là. Donc, ne fumez plus dans le garage ! Et monsieur Vossaert ajoute, ne fumez plus tout court. Ses propos n'engagent que lui.

Je vous le disais, des excuses, vous n'en entendrez pas tous les jours, donc profitez-en ! Des excuses parce que nous n'avons pas été en capacité de transmettre la note de politique communale que dans l'après-midi, et je sais que c'est extrêmement tard pour que vous puissiez en prendre connaissance de manière sereine, et je vais vous proposer une manière de travailler qui va tenir compte de ceci. Je propose très simplement que nous puissions vider la question du budget aujourd'hui, puisque là, tout est très simple, nous avons eu notre commission technique lundi, où la plupart des conseillers étaient présents et sont venus poser leurs questions techniques, donc je crois que le budget, tout le monde l'a compris maintenant, je propose qu'on vide ce sujet ce soir.

Par contre, ma proposition aux chefs de groupes, en ce qui concerne la déclaration de politique, est la suivante : je vous propose d'exposer la déclaration aujourd'hui et de nous retrouver pour les répliques demain. De cette manière-là, vous aurez le temps à la fois d'écouter ce que j'ai à vous dire, de lire les documents si vous n'en avez pas encore eu le temps et de pouvoir venir mieux armés en discuter. Voilà, ça, c'est la proposition que je formule aux chefs de groupe, qu'on fasse le budget aujourd'hui, parce que là, je pense que tout est prêt, tout a été transmis de manière tout à fait traditionnelle, et il n'y a pas de raison de ne pas vider ce point aujourd'hui.

Je dois à la vérité de dire que monsieur El Khannouss était le premier inscrit tout à l'heure, mais il n'est plus là.

Monsieur Majoros veut parler au sujet de la question d'actualité, je lui donne la parole.

M. Majoros :

Nous avons été stupéfaits de découvrir ce matin, qu'en fait, la note de politique générale, vous l'aviez dévoilée à la presse. Or, ce que vous feignez d'ignorer, c'est qu'en fait, la note de politique générale, c'est une note qui doit être présentée en même temps que le budget et le plan triennal. C'est l'article 242 bis de la Nouvelle loi communale qui décrit cela. Elle indique : « le plan triennal se compose des documents suivants : une note d'orientation qui comporte les axes politiques fondamentaux choisis pour les trois prochaines années ».

Alors, vous n'avez pas le droit de traiter ce point sans avoir déposé la note de politique générale. La Loi est très claire à ce niveau-là, tout document doit être fourni 7 jours à l'avance et ceci, non pas pour la forme, mais simplement pour permettre aux citoyens, aux conseillers, à l'ensemble des gens pour qui ça compte, cette démocratie, de pouvoir simplement s'exprimer, avoir un débat serein, constructif et c'est quelque chose de respectueux pour l'ensemble de la population, en plus d'être respectueux pour les conseillers.

C'est la raison pour laquelle, avec mon groupe ECOLO SAMEN, nous demandons que la loi soit respectée, que l'idée générale qu'on peut avoir de la démocratie soit respectée, et que donc l'ensemble des points, note de politique générale, budget, plan triennal soient traités en même temps. Alors si vous voulez reporter, vous reportez et ce sera à au moins 7 jours, parce que vous avez 7 jours pendant lesquels nous avons le droit d'examiner les documents, pour faire notre travail correctement et avoir un débat serein. Donc, je vous demande de répondre à cette question, est-ce que vous acceptez de reporter et de respecter la loi, ou est-ce que vous préférez agir au mépris du débat démocratique et des citoyens ?

Mme la Présidente :

Merci monsieur Majoros.

Je donne la parole à monsieur Vossaert.

M. Vossaert :

Je suis tout-à-fait d'accord avec mon collègue. C'est vraiment un moment important et on l'a attendu. Forcément, vous aviez votre calendrier, mais il y a un cadre dans lequel il faut s'inscrire et il faut nous respecter, même si nous sommes de l'opposition, on a notre mot à dire, et on peut aussi apporter notre contribution, même quand on discute du budget, même quand on discute de la note de politique générale qui sont intimement liés. Donc 40 pages ici à traiter, et peut-être tant mieux qu'il y a autant de page, mais on verra aussi qu'il y a des implications budgétaires et une projection sur ce fameux plan triennal. Donc pour moi, c'est impossible d'accepter en l'état votre proposition de reporter, mais alors comme on l'a proposé, dans un délai de 7 jours et de se revoir pour avoir cette discussion autour de ce budget et de cette note de politique générale, je pense que c'est normal et ça fait partie de la bonne gouvernance dans notre commune ici dans notre commune, et j'ai vu qu'il y avait un chapitre qui en traitait, je n'ai pas pu le lire, forcément, mais j'ai vu le titre, et je me suis dit

qu'il y avait beaucoup d'ambitions à ce niveau-là, j'espère qu'aujourd'hui on va marquer le pas sur cette question.

Mme la Présidente :

Merci monsieur Vossaert.

Je donne la parole à monsieur De Block.

M. De Block :

Je trouve qu'il y a quelques principes à respecter, pour moi, le premier, c'est que les conseillers sont les premiers à pouvoir prendre connaissance de ce document. Vous avez choisi de faire autrement, donc les journalistes passent dans l'ordre démocratique avant les conseillers communaux, dont acte. Ça donne une idée de quelle importance vous accordez à ce conseil.

Je voudrais qu'il y ait un débat de fond et pas juste de chiffres, un débat politique. Mais comment pouvons-nous juger le budget si d'abord on ne peut pas juger votre budget d'une façon politique, sans votre note de politique générale. Un exemple, même un statu quo dans un poste peut signifier en fait un échec ou une régression, si vous aviez une ambition ambitieuse, dans votre note de politique générale. Tout ça ne se lit pas à partir d'un budget, c'est logique, c'est clair. Vous aviez donné beaucoup d'espoir aux gens du changement, et donc, dans ce budget, il y a beaucoup de statu quo, peut-être que dans votre note de politique générale, il y a des changements, mais on aimerait bien pouvoir les croiser et vous nous empêcher de le faire. Je crains que la lecture du budget sera juste en global, le statu quo avec des tous petits changements. Donc, ça ne va pas, ce n'est pas respectueux envers les conseillers, ce n'est pas respectueux envers le débat qui une fois par an a lieu et en plus, une fois tous les 6 ans, il y a une première note de politique générale et je trouve que c'est une occasion ratée. Donc non, s'il-vous-plaît, pas demain, je ne sais pas comment vous fonctionnez, mais donc il y a des fractions, il y a des gens qui aimeraient se réunir et réfléchir collectivement, et pas juste sur un bout de table, parce qu'il y a des gens qui travaillent, il y a des gens qui font des pauses dans l'équipe, et donc je trouve que ça ne va pas. Parce que ça veut dire quoi, que tous les gens ici sont censés être permanents, de faire de la politique leur emploi. Ce n'est pas le cas, si vous voulez donner la possibilité à tous les conseillers de prendre connaissance de tous les documents, il faut leur donner le temps, c'est à ça que servent les 7 jours francs. Vous ne le respectez pas !

Mme la Présidente :

Je donne la parole à madame Goris.

Mme Gilles-Goris :

Je voudrais d'abord excuser monsieur El Khannouss qui a dû partir pour des raisons privées. Il m'a cédé la parole qu'il avait préparée avec soin. C'est clair que je me rallie à ce qui vient d'être dit par mes collègues. Nous sommes déçus une fois de plus de ne pas avoir eu la note à temps et à heure. C'est une manière quelque part de confisquer la parole de l'opposition, quand on ne nous laisse pas prendre connaissance à l'avance des documents, nous n'avons pas que ça à faire demain, et demain soir, bon nombre d'entre nous ont prévu autre chose, donc c'est vraiment une manière de confisquer le débat démocratique. Et en nous muselant ainsi, ce sont quelque part les citoyens molenbeekoïses que nous représentons, c'est-à-dire, 44 % des votants qui ont choisi un des partis dans l'opposition. Ça nous interpelle d'autant plus, qu'il nous semble que laisser la parole est important et qu'au conseil

communal, on n'entend pas toujours la voix même de vos collègues. Quand on a parlé du budget, on n'a pas beaucoup entendu votre échevin du budget, donc nous aimerions vraiment pouvoir récupérer cette parole, avoir le temps de nous concerter, de comparer les chiffres et les mots et de voir la cohérence entre les deux et de voir surtout la cohérence du projet politique et que ce soit aux bienfaits de nos concitoyens.

Mme la Présidente :

Je donne la parole à monsieur Ikazban.

M Ikazban :

Merci madame la bourgmestre, alors j'entends les conseillers de l'opposition qui font des remarques. Alors soulever des questions liées au règlement, c'est une chose, et puis lancer tout-à-coup des anathèmes et considérer qu'on veut que la majorité essaye de vous museler, je trouve que ce sont des procès d'intention qui n'ont pas lieu d'être. Donc moi, j'apprécie quand les conseillers font des remarques basées sur des règlements, basés sur une façon de fonctionner. Moi, j'ai entendu en début de séance un mea culpa de la bourgmestre, elle l'a dit elle-même, ça ne va pas lui arriver très souvent, j'ai entendu qu'elle a fait ce mea culpa, donc moi je le refais à sa place, puisqu'elle vous a dit qu'elle ne va pas le refaire, donc ici on est devant une proposition. Moi, je ne connaissais pas la proposition, je ne suis pas libre pour revenir demain, mais si il faut analyser la note de politique générale, je vais tout faire pour me libérer pour être ici, c'est aussi ça le rôle de conseiller communal. Donc ici, on est devant une proposition qui a été faite, mais au lieu de la renvoyer simplement et de ne même pas faire de contre-proposition, je pensais qu'à la rigueur vous alliez demander une suspension de séance pour essayer de lire ces pages et ainsi de suite, pas du tout. Donc moi, je veux bien entendre vos remarques, mais je pense qu'il faut aussi venir avec des propositions. Je pense que le budget, rien n'empêche de voter un budget, qui je le rappelle, est le premier budget de la législature, c'est quand-même le premier budget de la législature, ce n'est pas sur le premier budget qu'on juge et qu'on va juger le travail d'une majorité. Je pense qu'il faut attendre au moins deux ou trois ans. Par contre, sur la note de politique générale, où là, vous avez une note qui est très ambitieuse et que je considère même comme très positive, et qui porte sur plusieurs années. Alors je pense qu'il faut arrêter de faire dans le formel ou dans le formalisme, je pense qu'ici on a une proposition qui a été faite, vous l'acceptez ou pas, c'est votre droit, mais faites une contre-proposition sérieuse. Vous savez, pendant qu'on discute, le fonctionnement de la commune doit se poursuivre. Les budgets doivent être votés et ainsi de suite, et les politiques doivent être initiées.

Mme la Présidente :

Merci monsieur Ikazban.

Alors, j'ai fait une proposition, j'entends qu'elle ne recueille pas l'assentiment des chefs de groupe de l'opposition. Je voudrais vous dire qu'à titre personnel, je pense que vous faites assez fort, en tout cas les familles qui occupaient à la place du Parti Socialiste les places qui sont celles du collège aujourd'hui, en termes d'hypocrisie, puisque vous avez utilisé une procédure qui ressemble véritablement très fort à ce qu'on est en train de faire, à l'entame de la législature 2012. J'entends par là que j'ai su que vous aviez déposé cette note sur les bancs de la section réunie 48 heures avant le conseil. Alors ma proposition, je pense, de discuter demain, n'est pas déloyale, ridicule ou irrespectueuse ou méritant les anathèmes que vous m'envoyez.

Quant au fait de savoir, je l'entends de la bouche de quelqu'un parmi vous, que bon nombre d'entre vous n'ont pas prévu d'être ici demain, je m'en étonne, je m'en étonne pourquoi, parce que depuis le début de cette législature, la moitié de nos conseils ont duré

deux soirées, à votre initiative principale, puisque c'est beaucoup le temps réservé à vos interpellations, et je n'ai aucun soucis avec ça, qui nous a mis en deuxième soirée. Donc je pense que ma proposition n'est pas ridicule, et que si vous décidez de ne pas la suivre, et bien libre à vous.

Je vais me permettre par contre, parce que quand-même, nous sommes nombreux ici ce soir, et il y a lieu de respecter chacun, de ne vous donner maintenant que 2 minutes de répliques à chacun, et puis, chacun prendra sa décision de rester, de partir, de demander une interruption de séance, de réfléchir une nouvelle fois à ma proposition ou pas. Mais on ne va pas s'éterniser sur cette question de procédure, parce que je n'en vois vraiment pas l'intérêt, chacun restant libre de ses actes par ailleurs.

Je donne la parole à monsieur Majoros.

M Majoros :

Mais écoutez, merci de votre réponse, mais en l'occurrence, la démocratie, ce n'est pas une formalité, c'est une nécessité. En l'occurrence, oui, la Nouvelle loi communale prévoit que le budget, le plan triennal et les axes politiques fondamentaux qui doivent se retrouver dans une note de politique générale soient traités en même temps. Cela signifie que si vous vous obstinez à aller dans une autre direction, n'importe quel citoyen, association, n'importe qui qui se sentirait lésé par la décision que vous feriez in fine voter majorité contre opposition, et bien, il aurait le droit d'aller au conseil d'état et de là casser et ce serait déplorable pour tous ces citoyens, toutes ces personnes qui vivent dans notre commune, non seulement parce qu'elles apprécient qu'il y ait un débat démocratique qui normalement permet d'améliorer notre commune, mais aussi parce que simplement ça les plongerait dans un chaos sans précédent, simplement parce que vous avez voulu ne pas respecter la loi. Ce sera très intéressant de voir ce qui se passera dans les prochaines minutes. Peut-être qu'en vous obtenant de la sorte, nous allons pouvoir avoir la première plainte pour le bureau d'éthique que vous avez l'intention de mettre en place et vous en serez l'objet et nous ne doutons pas que le ministre-président de la Région de Bruxelles-Capitale sera parfaitement indépendant pour la traiter. Et donc si vous vous obstinez à ne pas respecter la loi et à ne pas permettre un débat démocratique pour les citoyens, et bien dans ce cas-là, vous vous mettez en-dehors des règles, vous vous mettez en dehors de la démocratie qui est nécessaire pour notre commune et pour ses citoyens.

Mme la Présidente :

Monsieur De Block, vous avez la parole.

M. De Block :

J'aimerais bien juste savoir, quelqu'un qui travaille, on vient de recevoir la note, ce soir, on ne va pas la lire, demain quelqu'un qui travaille dans le privé, qui travaille en usine, n'a au maximum qu'une journée pour se libérer et cette journée a été prise. Quand la personne va lire la note pour demain ? Je trouve que votre proposition ne répond pas aux travailleurs et j'espère que les travailleurs pourront participer à l'ensemble des débats et qu'ils puissent avoir le temps de lire l'ensemble des textes pour se former une opinion et réagir et intervenir. Votre proposition ne répond pas à ce que j'ai demandé, à ce que j'ai critiqué. On fait une contreproposition, dans 7 jours francs. Ça permettrait aux travailleurs de contribuer et de participer en pleine connaissance de cause, à vous le choix.

Mme la Présidente :

Je donne la parole à monsieur Vossaert.

M. Vossaert :

Je pense que la position la plus cohérente à avoir, c'est de reporter et d'avoir un débat dans les 7 jours, parce qu'on va éviter une insécurité juridique, et puis derrière, on va pouvoir avoir ce débat constructif que je demande parce qu'évidemment, il y avait matière à avoir des propositions, même du point de vue de l'opposition. Donc je pense que la proposition qu'on vous fait est sage, elle permet d'évaluer, et on pourrait même faire ça en sections réunies, et puis d'aborder lors d'un prochain conseil communal ce point, donc je pense que tout est réuni au final pour aboutir à une proposition. J'espère en tous les cas que vous allez nous entendre, parce que pour le moment, j'ai plutôt l'impression que vous parlez à votre voisin plutôt que de m'écouter.

Mme la Présidente :

Merci monsieur Vossaert.

Je donne la parole à madame Goris.

Mme Gilles-Goris :

Je pense que le cadre de la loi est là pour faire appliquer la démocratie et qu'il serait de bonne nature et qu'il serait une bonne idée et plus qu'une bonne idée de l'appliquer, donc de nous revoir dans 8 jours, après que nous ayons eu le temps de lire et de relire calmement, ce qui est certainement très intéressant, mais dont nous n'avons pas encore eu le temps de prendre connaissance aujourd'hui.

Mme la Présidente :

Je donne la parole à monsieur Ikazban.

M. Ikazban :

J'ai l'impression que nous sommes en face de volontés de jouer sur les procédures et d'être formaliste. Ici, nous ne sommes pas au conseil d'état et on n'est pas dans une usine, on est au conseil communal de Molenbeek et on représente les habitants de cette commune et quand on a prêté serment ici, je sais depuis 6 ans, parce que j'ai été dans l'opposition pendant 6 ans, qu'on nous a imposé deux soirs par semaine d'office et donc on part d'office que le deuxième soir, il est possible qu'on se réunisse. Moi, je trouve que la proposition qui a été faite est tout à fait respectueuse, après le mea culpa qui a été fait, et en ce qui concerne le groupe que je représente ici, madame la bourgmestre, nous sommes prêts à poursuivre les travaux, aujourd'hui, ce soir, demain, quand vous voulez, pour les Molenbeekois.

Mme la Présidente :

Je vais me permettre de clôturer, juste expliquer quand-même aux conseillers que je pense que si je vous propose de vous présenter la note aujourd'hui, je crois que ce n'est pas n'importe quoi, c'est utile évidemment quand c'est une note aussi copieuse. Ça va permettre, je crois, à beaucoup des conseillers qui sont là ce soir, probablement de mieux comprendre l'esprit de cette note que s'ils ne faisaient que la lire, je l'espère en tout cas. Et alors, je veux juste rappeler ce que j'ai dit, c'est qu'à l'entame de la législature 2012, les partis qui formaient la majorité à ce moment-là, sous le coup de la même loi, la loi n'a pas changé, avaient déposé la note sur les bancs de la section réunie, et donc si on juge qu'aujourd'hui 30 heures ne sont pas suffisantes, là où 48 l'étaient, je pense en effet que c'est de l'argutie technique et juridique et que ce n'est pas vraiment de la haute politique.

Voilà, donc je maintins ma proposition et je vais vous lire...

Est-ce que vous voulez une interruption de séance pour en discuter ? D'accord, alors nous allons faire un vote pour savoir qui veut examiner ça aujourd'hui ou pas. Monsieur Majoros, j'ai dénoncé en particulier l'hypocrisie de votre famille politique.

Dirk De Block quitte la séance / verlaat de zitting.
Michaël Vossaert quitte la séance / verlaat de zitting.
Ann Gilles-Goris quitte la séance / verlaat de zitting.
Karim Majoros quitte la séance / verlaat de zitting.
Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.
Hind Addi quitte la séance / verlaat de zitting.
Mohamed El Bouazzati quitte la séance / verlaat de zitting.
Mohammed EL BOUZIDI quitte la séance / verlaat de zitting.
Luc Vancauwenberge quitte la séance / verlaat de zitting.
Rajae Maouane quitte la séance / verlaat de zitting.
Emre Sumlu quitte la séance / verlaat de zitting.

Mme la Présidente :

Bien et alors dans ce cas, je vais présenter la note de politique. C'est assez étonnant de ne pas vouloir se positionner dessus, pour cette raison.

4. Secrétariat communal - Rapport annuel 2017-2018. Gemeentelijk secretariaat - Jaarlijks verslag 2017-2018.

Mme la Présidente :

Vous avez pu prendre connaissance du rapport annuel de l'administration, rapport 2017-2018.

Saliha Raiss entre en séance / treedt in zitting.
Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting.

5. Plan triennal 2019-2021 (article 242 bis NLC). Driejaarlijks plan 2019-2021 (artikel 242 bis NGW).

Mme la Présidente :

Au départ de cette note de politique, il y a un constat sur les différents défis que rencontre aujourd'hui Molenbeek, une dualisation croissante des populations qui se côtoient sans toujours de connaître, des finances incertaines, une diversité culturelle et générationnelle très importante, et une démographie saisissante au niveau européen.

Alors du coup, nous avons trois éléments majeurs au départ, la question de l'instruction publique qui sous-tend pour nous l'avenir de notre commune, l'avenir de nos jeunes, une question de bien-être et de sécurité pour toute la commune, la préoccupation majeure des citoyens émise à plusieurs reprises dans différentes enquêtes, la propriété publique. Et puis vous le verrez, on s'est intéressés évidemment à tous les secteurs de la vie communale, mais pour pouvoir faire tout cela, un autre axe majeur, c'est la question de notre administration communale. Tous les services de l'administration communale ont eu voix au chapitre, on les a attentivement écoutés et on essaye de les mettre en condition, pendant cette législature pour pouvoir favoriser un meilleur service aux citoyens et augmenter la solidarité portée vers les citoyens.

Je vais commencer par parler de l'école, l'option sur l'école, c'est vraiment l'idée que c'est le lieu premier pour permettre ensuite l'émancipation de chacun, la mise en valeur des talents de chacun, et donc, avec une population extrêmement jeune comme celle que nous avons, il y a lieu de travailler à la fois sur le nombre de places, on a un programme ambitieux de construction et de rénovation de nos écoles, je vais être assez détaillée dans cette partie, il y a lieu de travailler sur la qualité de notre enseignement, je vais aussi largement détailler cette partie et il y a lieu de faire des efforts quant à l'accessibilité financière de nos services scolaires et en particulier en ce qui concerne les voyages, la garderie, les repas et les activités extrascolaires.

En ce qui concerne le nombre de places et les constructions rénovations, je vais détailler ce qu'on va faire à l'échéance du triennal quand je vais présenter le budget, mais je vais déjà vous dire, que sur l'ensemble de la législature, on a l'ambition qu'en maternelle et en primaire, chacun puisse avoir une place à proximité du domicile, ça c'est l'engagement pour le fondamental. Concrètement, aujourd'hui, nous avons des écoles qui sont saturées et nous avons quelques écoles où il reste des places et les écoles où il reste des places, sont des écoles facilement accessibles en transport en commun. Il n'y a lien direct avec la mobilité qui est évident et donc, il faudra augmenter la déserte de transport en commun, en particulier en ce qui concerne l'école 11, qui est l'école Paloke.

Il manque de manière évidente une école fondamentale au-delà du chemin de fer. Il y aura lieu de la créer. Il manque aussi de manière évidente une école secondaire francophone et une école secondaire néerlandophone. Il y aura lieu de les créer. Il manque de l'enseignement technique et professionnel, il y a lieu d'en créer. Enfin, de manière vitale, nous devons continuer de développer notre enseignement secondaire qui est déjà lancé et qui sont ces écoles plurielles, au Karreveld et dans le quartier maritime. Ces écoles doivent se déployer, aujourd'hui, on a que deux années qui sont ouvertes dans chacune des écoles et il nous faut un investissement financier majeur pour pouvoir offrir le cursus complet. Donc tout ça, ce sont beaucoup de moyens financiers à mettre à disposition des écoles. On a l'ambition aussi de créer des préaux dans toutes nos écoles pour que lorsqu'il pleut, on puisse avoir plus de jeux à l'extérieur, et on a l'ambition et un large plan de rénovation, de donner beaucoup plus de confort et de qualité d'enseignement. Il faut savoir que dans certaines de nos écoles aujourd'hui, on a encore des membres qui occupent le fait qu'on travaille sur de la terre battue, qu'on a dans certaines écoles des problèmes en termes de déperdition d'énergie qui entraîne de grands inconforts et aussi des dépenses colossales inutiles. Donc, on a un grand programme de rénovation pour que toutes nos écoles répondent aux normes de confort de base et à une qualité de l'isolation et du bâti suffisants pour diminuer les frais énergétiques.

En ce qui concerne le projet éducatif, nous avons souhaité travailler à une nouvelle philosophie de l'enseignement, c'est quelque chose qui est déjà pratiqué dans un nombre minime d'écoles, à petite échelle et que nous voulons étendre. C'est l'idée de l'école au centre du quartier, c'est faire en sorte que l'école soit ouverte sur le quartier, dans les heures qui ne sont pas les heures scolaires, de manière telle que les associations, les clubs sportifs, les clubs de théâtre, des initiations aux chants, des mamans qui veulent un lieu pour se parler, tout ça puisse être rendu possible au sein du quartier, dans une structure publique, mise à disposition, chauffée, avec un concierge qui est l'école. Autrement dit, c'est démultiplier les lieux collectifs à travers une meilleure utilisation des locaux collectifs des écoles. Il ne s'agit pas, je précise s'il y a des enseignants dans la salle, il ne s'agit pas de travailler sur les classes, il s'agit de travailler principalement sur les zones collectives, donc les préaux, les salles de gymnastique, les cours de récréation et les réfectoires. Pourquoi et bien parce qu'on sait que quand on fait rentrer des activités dans les classes, c'est très compliqué pour les instituteurs quand ils reprennent leurs classes le lendemain. De cette manière, ça qu'on espère, c'est d'avoir un effet en chaîne, une bien meilleure connexion entre les parents et les équipes éducatives, les parents connaîtront l'école en dehors des

moments de conflit avec l'équipe éducative, donc on cherche là à créer plus de liens entre les parents et les équipes éducatives en dehors des moments de stress et de tensions. L'idée, c'est qu'avec cette manière de travailler, on va permettre d'instaurer de la confiance pour affronter ensemble beaucoup mieux les moments de difficultés et de tensions.

Deuxième objectif, on va avoir un effet domino sur l'occupation d'autres lieux, que ce soient nos salles de spectacle ou nos salles de sport et nos lieux d'occupations sportives. Pourquoi, parce que des clubs qui ont besoin de plus petites installations, qui ont besoin d'installations moins fréquemment, vont pouvoir être orientés vers les écoles, c'est le souhait de ce projet, de manière à libérer d'autres espaces pour avoir des clubs plus conséquents ou peut-être plus de compétition à certains moments accueillis dans les infrastructures sportives.

Le troisième objectif, puisque nous avons une répartition géographique extrêmement étendue de nos écoles, avoir au moins un lieu communautaire, qui est un lieu ouvert à tous dans chaque quartier pour pouvoir organiser des réunions, que ce soient des réunions de parents, des réunions d'une autre association, ce sera possible dans les écoles. Comment allons-nous faire ça, on propose de commencer par un projet pilote dans une école, de rencontrer les heurs et malheurs dans cette école-là et ensuite après avoir affronté les difficultés, aller dans les écoles où c'est possible implanter ce modèle et cette nouvelle philosophie de travail. Cette nouvelle philosophie de travail va aussi de pair avec une vision de l'école qui est très ouverte sur l'extérieur et sur le quartier. Nous espérons donc que nos enfants pourront sortir davantage des murs, il y a particulièrement deux types d'activités qu'on va essayer de pouvoir faire à l'extérieur. Premièrement les activités sportives, le souhait est qu'ils fassent davantage d'activités sportives en dehors des locaux scolaires. Le deuxième souhait est qu'il fasse davantage d'activité dans la nature. Évidemment pour les écoles qui sont proches du Scheutbosch, c'est un lieu favorable. Et pour les écoles qui n'en sont pas proches, il faudra utiliser les bus scolaires, il faudra éventuellement se rendre à d'autres endroits, que ce soit à Hofstade, que ce soit à Bergendal, que ce soit au Scheutbosch, que ce soit en forêt de Soigne. Il faut savoir aujourd'hui que les vertus de l'enseignement en plein air, ça veut dire souvent utiliser les contenus tels qu'on les connaît dans les classes, les apprendre dans la nature est quelque chose qui montre des vertus et qui est prôné au niveau pédagogique. Donc, il y a aussi derrière l'école au centre du quartier, cette volonté de décloisonner davantage l'école du reste du monde. C'est un projet qui est un projet avec une philosophie qui va infuser profondément dans les équipes éducatives, en tout cas, c'est notre souhait.

En ce qui concerne le volet de la gratuité, évidemment vous savez qu'on est déjà passé depuis le 1^{er} mars à la garderie du midi gratuite, que nous sommes en discussion avec les pouvoirs organisateurs de l'enseignement libre pour pouvoir savoir s'ils souhaitent pas mettre en place cet avantage dans leurs écoles, ce sont des moyens considérables. J'ai déjà eu l'occasion de vous présenter cela, ce sont près de 300.000 € qui retournent déjà aujourd'hui dans la poche des familles avec cette mesure. Ce que nous souhaitons, c'est en deuxième partie de législature aller tester notre budget, puisque nous n'avons pas les moyens aujourd'hui d'emblée de nous passer des revenus qui sont inscrits au budget de cette manière-là pour les autres garderies, mais aller envisager cela en deuxième partie de législature, voir où nous en sommes dans le budget à ce moment-là pour éventuellement aller proposer une plus grande gratuité pour d'autres temps ou d'autres prestations.

Dans notre paysage d'enseignement à Molenbeek aujourd'hui, il y a encore quelque chose qui manque, c'est un pôle d'enseignement supérieur. Nous proposons de travailler à mettre sur pied un pôle d'enseignement supérieur dans le cadre du CRU de la gare de l'Ouest. C'est un projet très ambitieux, puisque ça nécessiterait de trouver un partenaire qui a l'intention de s'installer et de mettre sur les rails ce projet.

Je vous dresse ici les grandes lignes parce qu'il y a beaucoup plus que cela, mais je termine sur le chapitre de l'éducation et de l'enseignement au sens large par un dispositif nouveau que nous avons appelé « action famille ». De quoi s'agit-il, c'est l'idée de lancer une réflexion sur le soutien à la parentalité actuelle. Parentalité, c'est un mot que certains n'aiment pas, ou même plus, parce qu'il y a toutes sortes de famille, par ce qu'il n'y a pas qu'une seule manière d'être parent, mais l'idée c'est d'aller rencontrer les défis nouveaux des familles dans l'éducation de leurs enfants au travers d'une réflexion sur qui va pouvoir soutenir les parents. Il y a des parents qui ont des difficultés multiples, il y a des parents qui ont des difficultés évidemment qui sont d'abord financières, mais ce n'est pas de cela dont il s'agit ici. Ici, il s'agit de pouvoir soutenir les parents dans leur mission d'éducation des enfants, je dis bien c'est parents au sens très large puisque nous avons toutes sortes de famille, on a parfois des familles où ce ne sont pas les parents qui éduquent les enfants et il faut être capable d'appréhender cette nouvelle réalité. Il y a donc lieu de réfléchir à un dispositif. Quand on a mis cette question à l'étude dans les services Jeunesse, Instruction publique, on n'a pas reçu une réponse directe. On ne sait pas aujourd'hui au sein du CPAS non plus, on ne sait pas aujourd'hui comment on peut faire cela. Est-ce à l'action sociale, est-ce à l'Instruction publique, est-ce que c'est avec le CPAS ? C'est une réflexion et c'est probablement tous ensemble, comme Madame Piquard est en train de le montrer avec ses mains, probablement en trouvant tous ensemble quelque chose de nouveau, d'original et qui va pouvoir répondre à cette préoccupation d'être un soutien aux familles.

Alors, les jeunes, les jeunes molenbeekoïses méritent à la fois le respect et un avenir. Ça veut dire que si vous écoutez les jeunes, vous savez qu'ils ont les mêmes besoins que tous les jeunes de ce pays, ils veulent se projeter dans un avenir qui leur est beau, prometteur et on a le devoir, en tant qu'adultes aux côtés de nos jeunes de leur donner des perspectives. Pour cela, ils ont besoin au jour le jour de respect. Et donc nous avons toute une série de propositions en ce sens, la première proposition, c'est d'avoir un plan stratégique pluriannuel avec tous les acteurs jeunesse. Mais sinon, on a des choses beaucoup plus concrètes aussi déjà, c'est-à-dire mettre à disposition dans nos infrastructures communales durant les périodes de blocus des locaux qui permettent aux étudiants qui vivent dans des petits logements ou avec des familles qui ont d'autres besoins au moment des blocus, de pouvoir travailler sereinement. On propose de renforcer tous les espaces de participation effective et notamment notre conseil des jeunes. Il y a d'autres choses, mais je vais terminer par une chose qui est très importante, et qui est un engagement majeur, difficile à réaliser à vrai dire, parce qu'il n'est pas forcément dans nos mains, mais nous avons la volonté de créer sur notre territoire deux nouvelles maisons de jeunes durant cette législature. C'est donc doubler ce qui existe actuellement sur le territoire.

Alors, je parle un instant de la cohésion sociale, la cohésion sociale est un thème qu'on connaît à Molenbeek depuis des années, nous avons eu d'ailleurs l'occasion d'en parler au dernier conseil communal, Molenbeek est connu pour son caractère villageois, mais ça ne suffit pas, il y a moyen et il y a besoin pour augmenter encore le travail en cohésion sociale, vous verrez qu'il y a une douzaine d'activités à mener. Il y a la question du coût des activités, il y a la question de la revalorisation et du soutien à l'action associative. Il y a la question de la lutte contre toute forme de discrimination, il y a une question majeure qui est celle de la présence de nos travailleurs de rue dans les rues aux horaires hors bureau, nous avons besoin d'une réflexion stratégique parce que aujourd'hui, trop souvent nos travailleurs de rue ne sont pas présents aux bons moments dans l'espace public. Nous avons la volonté de remettre Cornimont et Bergendal au cœur de nos dispositifs de cohésion sociale, de manière beaucoup plus transversale que ça n'a été le cas par le passé, et je ne parle pas uniquement des six dernières années, je parle de l'ensemble du passé de notre commune et j'en resterai là.

En ce qui concerne les seniors molenbeekoïses, c'est très important de savoir que nous sommes une commune caractérisée par deux pics de population, nous avons beaucoup de

jeunes et nous avons beaucoup de seniors. Et donc on doit absolument proposer aussi des espaces de rencontre pour eux, du soutien pour leurs problématiques. On propose d'encourager le développement de projet de parrainage pour augmenter tout ce qui est intergénérationnel et donc, c'est l'idée que les seniors vont aimer de parrainer des jeunes et ça va permettre de travailler à beaucoup plus de lien social, de compréhension et de respect entre les générations.

On veut aussi développer les services d'aide à domicile et les interventions qui visent des adaptations du logement, parce qu'on s'inscrit dans une politique moderne de maintien à domicile chaque fois que c'est possible et que c'est souhaité par les personnes.

Enfin, nous inscrivons dans l'idée de lutter contre l'isolement des aînés, on souhaite de cette manière encourager la mise en place de services administratifs décentralisés et à domicile. Nous voulons aussi soutenir auprès de la Région une politique de transports en commun qui tienne compte des besoins spécifiques des aînés et qu'ils puissent se déplacer plus facilement qu'aujourd'hui.

Ce sont quelques-unes des propositions, parce qu'en réalité, nous avons une quinzaine de propositions au sujet des aînés et ce sont des propositions fort concrètes.

Un défi majeur pour Molenbeek, le logement. Malheureusement, n'en déplaise à certains tristes sires, nous n'avons pas tous les leviers. La Commune ne peut pas tout faire en matière de logement et croyez-moi, je suis la première à en souffrir. Mais elle peut faire certaines choses et nous devons les faire. Nous devons donc nous inscrire dans la construction de davantage de logements publics, par la mise à disposition de terrains là où c'est possible et la facilitation de la délivrance des permis. Nous devons construire dans un objectif de mixité sociale. Ceux qui ont pointé certains de nos quartiers comme manquant de mixité sociale ont parfois raison. Il ne faut absolument adopter une démarche qui vise à la mixité sociale, c'est-à-dire ne pas créer de blocs uniformes, que ce soient des blocs uniformes de logements sociaux ou que ce soient des blocs uniformes de logements à caractère chic. Évidemment nous maintenons la commission apolitique d'attribution des logements communaux, il n'est pas question de changer notre fusil d'épaule par rapport à cela, c'est très important. Nous souhaitons étudier la possibilité de création d'une société de rénovation sociale locale, c'est-à-dire une société sur le type de projet X à la Ville de Bruxelles, qui est une société de rénovation des logements, mais dans un mode d'économie sociale.

Nous sommes en train de travailler à affiner notre lutte non seulement contre les inoccupés, mais aussi contre les marchands de sommeil. Ce sont deux politiques différentes dans lesquelles il y a eu des belles avancées durant la législature passée, il y a eu de belles avancées dans ces matières durant la législature passée. Mais nous voulons affiner les dispositifs parce que nous voulons être certains que nous traitons bien les marchands de sommeil et pas les petits propriétaires. Et nous voulons être sûrs que nous traitons les grandes surfaces inoccupées avant les toutes petites. Ça va nous donner un meilleur retour sur investissement en termes de taxe et ça va nous permettre d'avoir une meilleure justice sociale dans le travail effectué.

Nous maintenons le système de primes au logement tel qu'il existe aujourd'hui et tente pour ce qui concerne les monopropriétaires habitants molenbeekoïses de rendre automatique l'attribution de la prime, parce que nous savons que ceux qui viennent la chercher aujourd'hui ne sont pas toujours ceux qui en ont le plus besoin et que le caractère automatique sera la meilleure manière d'être certain que la prime est allouée à tous, et certainement à ceux qui en ont le plus besoin.

Concernant le chapitre sur la propreté, nous souhaitons mener une réflexion en profondeur dans ce chapitre également...

Je vois qu'il y en a qui rigolent, j'imagine que nos conseillers et député de l'opposition s'amuse un petit peu, c'est normal. Ils ont fait leur choix et nous avons fait le nôtre. C'est un peu dommage parce que je pense que la présentation est intéressante pour une telle note et je crois même que monsieur De Block ne rend pas vraiment service à ses conseillers communaux de faire ça comme ça. Je pense que certains d'entre eux auraient très certainement préférés pouvoir entendre la déclaration de politique. Mais bon, chacun a fait ses choix.

En ce qui concerne la propreté, une réflexion pour une réforme en profondeur, pourquoi, il s'agit à la fois de mieux nettoyer et de moins salir. C'est un défi. Parce que moins salir demande plus de sanctions, une bonne politique de sanctions, mais aussi une politique de sensibilisation beaucoup plus grande. C'est quand on sait qu'on ne doit pas salir et qu'on a été averti, qu'on accepte et qu'on comprend la sanction et c'est comme ça qu'on va le mieux pouvoir avancer. Ça, c'est sur le volet moins salir.

Et puis il y a le volet mieux nettoyer, mais je veux d'abord remettre mes félicitations ici aujourd'hui à notre service, qui, avec un effectif qui n'est pas toujours au complet, parce que c'est un effectif qui n'est pas tout jeune, il faut le savoir, travaille tous les jours dans nos rues, de manière motivée, a essayer d'embellir Molenbeek. Mais nous avons des idées et je pense qu'elles seront bien portées par notre échevine qui est très dynamique, des idées sur la manière de mieux nettoyer. Une de ces idées, c'est d'activer un véritable call center pour récolter les plaintes et pour être plus rapide sur la balle en ce qui concerne les dépôts clandestins. Vous savez tous que les dépôts clandestins sont un fléau à Molenbeek, une vraie difficulté dans tous les quartiers et que lorsque nous laissons un fléau clandestin plus de l'une demi-heure, ou une heure, donc un délai très court, ça grossit et ça devient une véritable nuisance, rendant l'atmosphère du quartier insécurisante et rendant l'image de Molenbeek franchement amochée. Donc il y a lieu d'arriver plus rapidement sur les lieux et c'est ce que nous allons mettre en place avec ce call center et de nouveaux camions dédiés à cette récolte des déchets clandestins.

Nous voulons aussi rétablir la récolte des encombrants à domicile parce que nous avons que ce qui est prévu aujourd'hui convient très bien à certains habitants puisque les points-récoltes aujourd'hui sont tout à fait utiles pour ceux qui veulent déposer différents types de déchets, il y a le proxy chimik qui est là, il y a moyen de déposer toutes sortes de choses, c'est facile, c'est confortable, les agents sont gentils, ça se passe bien. Mais on sait aussi qu'il faut être disponible durant les heures où ces points sont ouverts, il faut parfois se déplacer sur une certaine distance avec des objets encombrants, tout ça rend les choses beaucoup plus difficiles et je dirais surtout pour les personnes plus âgées. C'est la raison pour laquelle nous voulons rétablir la récolte des encombrants à domicile.

De nouveau, je ne vous lis pas l'ensemble des points, je vous laisse le soin de les découvrir puisqu'il y en a aussi une quinzaine qui sont chaque fois extrêmement concrets, comme par exemple l'installation des cendriers dans les centres commerciaux, de manière à ce que nos trottoirs ne soient pas remplis de cendres, l'installation de poubelles qui ne doivent pas être installées partout en grand nombre, comme le disait très bien Monsieur Magérus dans le conseil précédent, des poubelles qui sont très nombreuses mais qui ne sont pas vidées, ça ne sert à rien. Donc il faudra que nous ayons à la fois une bonne écoute pour la demande des habitants et les capacités le service à vider nos poubelles, mais c'est un objectif d'avoir des poubelles mieux réparties et en plus grand nombre sur le territoire.

Je finis avec l'idée que si nous pouvions effectivement développer un parc à conteneurs, ce serait une bonne chose, mais que cependant la localisation de ce parc est

une question stratégique sur laquelle nous sommes occupés à travailler, sur laquelle nous avons déjà pu travailler avec Bruxelles Propreté et pour laquelle nous n'avons pas encore d'option définitive. Ce n'est pas une question simple puisque évidemment un parc à conteneurs, il faut décider de la taille qu'il prend et il nous semble qu'il ne serait pas une bonne idée que ce soit un parc à conteneurs à vocation régionale, pourquoi, parce qu'au niveau mobilité, nous ne voyons pas où, sur notre territoire, nous pourrions accueillir un parc à conteneurs à vocation régionale. Donc il y a des questions de faisabilité tant au niveau technique pour l'installation d'un parc à conteneurs qu'au niveau de la mobilité.

Je viens sur la culture et le tourisme. Évidemment, nous voulons continuer à valoriser nos trois grands pôles culturels que sont ce centre, le Centre Communautaire Maritime, le château du Karreveld et notre magnifique maison des cultures et de la cohésion sociale. Nous voulons déployer une nouvelle signalétique commune pour la valorisation du patrimoine historique et des lieux culturels dans la commune. Il faut savoir que nous sommes une commune qui a un haut potentiel en patrimoine culturel qui est sous-exploité, que très certainement il y a lieu de trouver des partenariats avec Visit Brussels de manière à faire venir davantage de touristes sur notre commune et pour ça, il faut qu'on ait une politique volontaire décidée de tourisme.

Nous voulons réorganiser un parcours d'artistes, ce qui manque à nos artistes, ils le disent. Nous voulons rendre gratuit l'accès au musée communal pour les Molenbeekois. Nous voulons favoriser la programmation et la mise en avant des artistes locaux dans les événements culturels de la commune. Nous voulons maintenir les chèques culture et renforcer les partenariats entre les opérateurs sociaux, l'école et les opérateurs culturels pour pouvoir permettre un accès à la culture pour tous. Et nous voulons pérenniser notre musée numérique, ce qui va demander un investissement conséquent dans les années qui viennent.

Je viens sur un chapitre où nous avons été dans l'innovation, je crois, l'égalité des chances. Vous savez que nous avons décidé de nommer une échevine du droit des femmes, l'égalité des chances est devenue l'égalité des chances et le droit des femmes, et nous avons là différentes initiatives nouvelles. Donc vous avez les initiatives classiques et puis, vous avez des initiatives nouvelles. Nous avons l'adhésion à la charte communale de l'intégration de la personne handicapée, nous avons, et là, il y a toute une série de mesures qui en découlent, il y a notamment atteindre le taux de 3 % de personnes en situation de handicap dans toutes les institutions de la commune, du CPAS et dans les associations para communales. C'est un objectif ambitieux et difficile à atteindre. Je l'ai dit donc, échevinat du droit des femmes, celui-ci aura notamment pour mission de promouvoir une éducation à l'égalité entre les filles et les garçons, au vivre ensemble et en déployant notamment largement des outils et animations qui visent à la déconstruction des préjugés et à la lutte contre les discriminations. Nous voulons porter une attention spécifique à l'égalité entre les femmes et les hommes par des actions culturelles et spécifiques. Nous voulons penser les projets sportifs sous l'angle de l'égalité, ça, c'est extrêmement important et ça va constituer aussi dans la section sport, un engagement fort. Nous voulons, et ça été demandée d'ailleurs par le conseil, de signer la déclaration d'Istanbul et la charte européenne pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous voulons promouvoir l'égalité des femmes et des hommes dans notre administration, dans tous les grades et dans un maximum de métiers. Nous voulons travailler à soutenir l'émancipation et l'autonomie des femmes et ça passe par l'augmentation sensible du nombre de places en crèche et ça passe par les garderies gratuites sur le temps de midi, qui est une réalisation que nous avons déjà à notre actif.

En ce qui concerne les personnes LGBT, nous avons quatre mesures : lutter activement contre toute discrimination, inclure la diversité sexuelle dans la communication communale, permettre la possibilité de s'identifier comme X au niveau du genre dans les

documents communaux, assurer une tolérance zéro envers toute violence en rue contre les personnes LGBT, ce sera un engagement majeur de nos services de police.

Alors, nous avons parlé de gouvernance, nous voulons une gouvernance qui soit dynamique, qui soit exemplaire, qui soit au service de tous. Ce n'est pas simple dans un contexte budgétaire tendu et donc, il y a une série de mesures, il y a des mesures en éthique, il y a des mesures en matière de ressources humaines. La mesure phare en éthique, on n'en a parlé tout à l'heure, c'est la mise en place du bureau d'éthique et de transparence. Juste pour en dire encore un mot, il s'agit d'un dispositif qui vise à entendre nos citoyens qui ont des craintes sur soi des fonctionnaires, soit des politiciens, soit tout autres formes d'acteurs, quant à leur impartialité ou à leur honnêteté. Ce sera un bureau concrètement où chaque citoyen, quel que soit son métier, quelle que soit son origine, peuvent venir déposer une plainte et cette plainte, qu'elles soit amenée avec beaucoup de preuves ou qu'elle soit une plainte à caractère beaucoup moins formelle, sera entendue et sera instruite. C'est un dispositif qui a été mis en place à Barcelone par Ada Colau au début de la législature passée. Là-bas, il y a 53 personnes qui travaillent pour la mairie de Barcelone, évidemment Barcelone est une communauté de communes beaucoup plus grandes, qui peut être assimilée à Bruxelles et pas à Molenbeek, il faudra que nous calibrions le dispositif pour notre commune. Je pense que c'est très important pour nous de mettre en place ce dispositif, d'en garantir l'indépendance de manière telle que nos citoyens sachent que non, il n'y a pas d'impunité à Molenbeek, il n'y a pas de place pour les pratiques malhonnêtes. Ceci sera, je précise, totalement dépolitisé, c'est évidemment très important, c'est un engagement fort.

En matière de ressources humaines, nous voulons favoriser la statutarisation et nous allons vous en parler dans le cadre du budget. Nous voulons améliorer la communication interne et externe de l'administration et l'engagement le plus fort, je pense, et l'engagement de la transparence et de la publicité des procédures d'engagement dans l'administration. C'est vraiment très important qu'on puisse garantir des processus d'engagement qui soient justes, respectueux, non discriminants et non politisés.

En ce qui concerne nos structures financières, et ça c'est quelque chose dont nous aurons aussi l'occasion de débattre aussi dans le cadre du budget. Nous voulons remettre sur pied au sein de l'administration communale un service qui est tourné vers la captation et la gestion des subsides et notamment un niveau de pouvoir qui est systématiquement délaissé par le service, il s'agit de l'Europe qui peut donner dans les conditions qui sont les nôtres aujourd'hui de vie des habitants et les indicateurs socio-économiques que Molenbeek présente, qui peut donner beaucoup de subsides et il faudra qu'on soit capable d'aller les chercher.

Nous voulons augmenter la taxe de seconde résidence en vue d'atteindre la moyenne régionale. J'ai dit déjà tout à l'heure que nous voulons l'automatisme de la réduction de la prime Logement pour les mono propriétaires et j'en profite pour signaler qu'à la page 19, il y a une erreur dans la rédaction du deuxième point, on va la corriger, il faut bien comprendre qu'on veut l'automatisme de la prime Logement aux mono-propriétaires habitants. Donc il faut supprimer une partie du deuxième point.

Nous voulons réformer la taxe sur les immeubles inoccupés pour la rendre progressive, ainsi que la taxe sur les terrains à bâtir non bâtis et non productifs. Nous demandons le financement adéquat de notre zone de police, ça, c'est quelque chose qui a déjà été voté dans ce conseil communal et nous maintenons évidemment le cap. Alors il y a aussi un engagement important, promouvoir les clauses sociales, éthiques et environnementales dans les cahiers des charges des marchés publics, afin de favoriser autant que possible le recours à des fournisseurs ou à des travailleurs locaux afin de lutter contre le dumping social et afin de ne pas favoriser les entreprises qui manquent d'éthique.

Ça va nous permettre aussi de limiter l'impact environnemental de nos investissements, donc c'est une politique très moderne, à la fois sociale, économique et environnementale.

Je viens sur le chapitre de la sécurité, nous voulons garantir à tous les Molenbeekois leur droit à la sécurité, partout et à tout moment de la journée. Ça passe par au moins quatre pans de politique très importants : le premier d'une véritable politique de prévention. Il faut savoir que pour assurer cette prévention de manière efficace, il faut qu'on crée un pôle de transversalité, c'est-à-dire remettre de manière structurelle les différents acteurs de la sécurité et de la prévention autour de la table, que ce soit la prévention, la police, la cohésion sociale, la Maison des Cultures, le CCM etc., de manière à reclarifier la philosophie de travail et définir une philosophie de travail commune autant que possible et des objectifs communs autant que possible.

Dans la politique de prévention, il y a aussi une politique territoriale à mener en réactivant les GPS, les groupes de rencontres entre professionnels par quartier, pour décroiser public-privé, préventif-sécuritaire et consolider les interactions entre les acteurs.

Nous voulons aussi soutenir les travailleurs locaux et de prévention sociale, et je l'ai dit déjà tout à l'heure, en matière de cohésion sociale, accroître la présence des travailleurs locaux dans l'espace public durant les heures qui ne sont pas les heures de bureau. Nous voulons renforcer le projet timeout pour les jeunes en décrochage, donc c'est la nouvelle version du projet Kikot, il faut qu'on renforce ce service, parce que là, on a toute une série de jeunes qui pourraient être aidés, qui sont probablement les jeunes qui en ont le plus besoin et le projet tourne un peu au ralenti maintenant, donc il faut le renforcer.

Nous voulons réinvestir le domaine de Cornimont, de manière transversale et aussi dans un projet spécifique qui est le projet de rencontre jeunes-policiers.

Je dois dire un mot face à la problématique des stupéfiants, l'usage de drogues, évidemment, il nous faut rechercher le juste équilibre entre soins, prévention, insertion, réduction des risques et répression des trafics et pour cela, nous proposons d'organiser une réunion mensuelle sur les trafics dans les quartiers concernés avec les services du Parquet, les services de prévention et de cohésion et la police. Nous souhaitons augmenter la collaboration entre la Commune et la STIB pour la sécurisation des stations de métro et nous souhaitons étudier la possibilité d'une salle de consommation à moindre risques.

Deuxième axe de la politique de prévention et de police, la prise en charge efficace et complète de la victime. Nous avons un service d'aide aux victimes et nous avons plusieurs commissariats qui accueillent les victimes. Nous devons placer les victimes au centre de notre action, nous devons améliorer l'aide de première ligne pour les assister rapidement dans toutes les démarches et nous devons plus spécifiquement former nos professionnels à la violence à l'égard des femmes, y compris, mais ce n'est pas la seule chose, le harcèlement de rue et les violences intra familiales.

En ce qui concerne la police, nous voulons une police locale efficace et une police locale dynamique. Pour cela, nous voulons, je l'ai déjà dit, demander un refinancement structurel de la police avec une révision de la norme KUL. Nous voulons affecter prioritairement les policiers supplémentaires à une police de proximité qui se déplace à pied ou à vélo et qui connaît les quartiers. Nous voulons renforcer l'éclairage en voirie et l'adapter aux spécificités de l'espace public, notamment à certains endroits, via l'éclairage intelligent. Donc c'est cet éclairage qui s'allume quand vous arrivez et qui permet d'avoir une bonne sensation de sécurité et une mesure à caractère environnementale. Nous voulons valoriser la fonction d'agent de quartier, ce n'est pas simple, il y a un travail qui est en cours là-dessus à ma demande, au niveau de la zone, pour renforcer la police de proximité disponible,

orientée vers le citoyen et assumer une présence effective et suffisante sur le terrain. Ainsi, chaque quartier doit disposer d'un agent de quartier qui soit formé et connu auprès des habitants du quartier. Il y a lieu de poursuivre la modernisation du matériel de police et notamment, ça a commencé, pour agrandir la brigade cycliste et favoriser les déplacements à vélo de nos policiers. Avant de passer à la sécurité routière qui est un point important pour la sécurité des citoyens, il y a lieu de faire de la lutte contre le tapage nocturne, une priorité de notre police.

Dernier point en ce qui concerne la police et la prévention, nous voulons assurer en permanence la sécurité routière. C'est une priorité pour les citoyens, on a pu le constater durant les récentes enquêtes et la campagne électorale. Nous sommes tombés d'accord sur différentes mesures. Nous voulons traiter systématiquement les points noirs de sécurité routière, en déployant des agents de police ou des gardiens de la paix en procédant à des aménagements d'infrastructure en installant d'avantage de radars de vitesse, en travaillant sur la signalisation, et en travaillant sur les caméras de surveillance.

Même si 95 % des voiries communales sont en zone 30, il faut prévoir des aménagements sur ces voiries pour réduire la vitesse. Autrement dit, d'avantage de casses-vitesse, désolé mesdames et messieurs les automobilistes. Nous voulons aménager les abords des écoles et notamment, là où c'est possible, instaurer un système rue d'école, rue scolaire. Monsieur Achaoui est sur la balle, il a déjà commencé le travail.

J'en viens à un autre chapitre important pour notre commune, nous avons des talents sportifs indéniables, nous avons une belle jeunesse et nous avons des aînés et des familles qui souhaitent pratiquer le sport et l'activité sportive. Nous avons donc créé un beau programme sportif qui sera bien mis en œuvre par notre échevin, presque le plus sportif.

Nous avons inscrit dans notre programme de majorité la cité olympique, nous avons inscrit un plan d'action sport, nous avons la volonté d'ouvrir d'avantage la piscine municipale. Je vous l'ai dit, un axe majeur, ce sera l'égalité femmes-hommes dans l'accès aux sports, et nous avons prévu de redéployer les chèques sportifs. Enfin, et ça, c'est très important, vous le verrez dans notre budget, nous avons besoin de plus d'infrastructures sportives et nous avons un gros programme d'investissement.

Ça me permet de faire le lien avec les infrastructures et l'espace public, nous avons l'ambition d'établir un plan pluriannuel d'entretien et de rénovation de tous les bâtiments communaux, en ce compris les écoles. Vous verrez la première partie de ce travail ce soir, en marge du budget. Nous devons développer la formation en interne et l'expertise de nos services. Nous devons mieux réceptionner les nouveaux bâtiments, nous devons réaménager la chaussée de Ninove, réaménager la place Jef Mennekens, la place Brunfaut, la place Beekkant, ainsi que la place au croisement de la rue des Quatre Vents et de la rue de Lessines.

J'en viens à un chapitre de bien-être animal, nous proposons quatre mesures concrètes qui sont prévoir un maximum d'espace dédié aux animaux de compagnie, soutenir les initiatives qui s'occupent de la question des chats errants, décourager la possession d'animaux de compagnie exotiques, et sanctionner les propriétaires coupables de maltraitance animale.

Pour aménager notre territoire, d'abord une ligne de force, les Molenbeekoïses doivent pouvoir habiter Molenbeek. Ceux qui sont nés et ont grandi à Molenbeek, doivent pouvoir y rester et y trouver chaussure à leur pied. Donc l'urbanisme doit être un outil qui assure des logements de qualité, un espace de vie suffisant pour chaque unité de logement et donc, il y a un travail à faire sur la densité du bâti.

Je vais aller un peu plus vite, sinon je ne pourrai pas terminer. J'ai passé la moitié. Si ce rythme-là vous convient, je continue comme ça. J'essaie de m'adapter à ce que j'ai comme auditoire.

Alors, on veut avoir une politique du développement du territoire qui tienne compte des vœux de nos citoyens et donc on veut une participation forte des habitants dans les processus d'urbanisation. On veut une mixité sociale et de fonction, mixité sociale dans les logements et mixité de fonction. Pas question d'avoir des quartiers qui sont des dortoirs et des quartiers qui sont uniquement industriels. Il faut qu'il y ait une mixité sociale dans les logements et de fonction dans chaque quartier.

Favoriser la mobilité douce, on doit avoir des trottoirs qui sont spacieux et agréables et des pistes cyclables qui sont sécurisées. On doit avoir un éclairage adapté à la fonction principale des lieux et à leur mise en valeur. On pense notamment mettre en valeur certains bâtis exceptionnels comme, je donne un exemple, l'église de la Place de la Duchesse.

Lors de la délivrance des permis d'environnement, on va s'attacher tout particulièrement aux nuisances nocturnes. Ça vient de manière concluante avec ce que je vous ai dit en matière de police. La lutte contre le tapage nocturne doit être une préoccupation majeure de nos services de police.

Nous avons une problématique d'inondations qui est majeure et nous avons la nécessité d'augmenter la fréquence du curage des égouts et les interventions sur les bouches d'égout et d'aérations. De cette manière, certains quartiers pourraient être mis à l'abri des inondations.

Nous voulons soutenir les associations de copropriétaires pour être en règle avec la réglementation sur le permis d'environnement et sur les exigences énergétiques. C'est une toute petite phrase. Il y a beaucoup de gens qui sont concernés derrière.

Les projets sur le site de la Gare de l'Ouest et la Porte de Ninove, vous les connaissez déjà. On en a parlé au dernier Conseil communal et je ne vais pas y revenir. Il y a deux autres quartiers qui ont attirés notre attention en matière de développement urbain. Il s'agit des Etangs Noirs pour lesquels nous introduisons un dossier de candidature pour l'obtention d'un nouveau contrat de quartier. C'est un quartier qui a à nouveau besoin d'une série de rénovation et nous avons aussi la volonté pour mettre le focus sur la transformation du quartier Heyvaert avec les habitants en vue d'en faire un quartier mixte qui crée du logement, mais qui permet aussi la cohabitation de ce logement avec des activités commerciales en diminuant sensiblement les nuisances qu'elles génèrent.

Je dois vous dire que j'ai parlé ce matin même avec le Bourgmestre d'Anderlecht, de manière à pouvoir travailler très rapidement aussi sur la question de la police dans ce quartier parce que c'est un quartier où il y a des grandes difficultés au niveau du sentiment de sécurité et ce n'est pas pour rien. C'est parce que c'est un quartier tampon entre Molenbeek et Anderlecht. Ce n'est pas facile de travailler tous les jours. Concrètement certains petits malins s'amuse lorsqu'ils ont la police de Molenbeek aux trousse de passer de Molenbeek à Anderlecht et il y a moyen de faire mieux au niveau de la collaboration structurelle entre nos polices, j'en suis persuadée.

En matière de démocratie locale et de citoyenneté, vous avez vu qu'on a désigné un échevin de la participation qui n'est pas notre échevin le moins sportif. On a une société qui est toujours plus compliquée et un des moteurs de la cohésion sociale, mine de rien, c'est le renforcement de la démocratie locale, de citoyenneté et de la participation dont certains partis n'ont pas le monopole, contrairement à ce qu'ils font croire.

Nous voulons développer bien d'avantage la participation citoyenne et ce n'est pas que des séances d'informations, c'est vraiment des échanges et donner des leviers aux citoyens pour pouvoir travailler sur la politique communale. A cet effet, nous voulons lancer la création de conseils de quartiers. Ça va commencer, à mon avis, par un conseil pilote. Ce n'est pas facile de mettre un quartier en mouvement, ce n'est pas facile d'avoir quelque chose qui soit représentatif et respectueux à la fois des habitants qui s'impliquent, et des Conseillers communaux qui siègent ici, mais donc nous avons la volonté de déployer à côté du Conseil communal, des conseils de quartiers.

Nous avons la volonté d'expliquer et de travailler notre budget communal avec les habitants. Ce n'est pas facile. Vous voyez que ce n'est déjà pas facile entre nous. C'est une belle ambition.

Nous voulons consolider la pratique de budget participatif. Ça a été une initiative lancée dans les années 2000 dans notre commune dans le cadre des contrats de quartier. Ça permet d'octroyer à des citoyens, et normalement ça devrait probablement passer par des conseils de quartier, un budget déterminé qui puisse leur donner de la liberté pour réaliser des projets de proximité qu'ils choisissent ensemble.

Il est très important de favoriser à tout moment les rencontres entre les habitants de la Commune, de soutenir les habitants de leur volonté de se rencontrer parce que ces rencontres vont permettre la déconstruction d'une série de préjugés et c'est clair que face au défi interculturel et intergénérationnel que vit notre société aujourd'hui, ce type de rencontre est extrêmement important et je pense notamment à démultiplier les fêtes de voisins, par exemple que la Commune vienne en soutien de ce type d'initiatives. Ce sont des choses qui sont des moments privilégiés, de lien social dans les quartiers.

Je viens dans le secteur de la mobilité. Nous avons besoin d'une meilleure mobilité. Nous avons besoin d'une mobilité qui corresponde à nos ménages molenbeekoïses, sachant que plus de 50% des ménages molenbeekoïses n'ont pas de voiture privée, sachant que nos enfants dans les quartiers du centre historique sont parmi les enfants qui souffrent le plus de la pollution atmosphérique et donc, nous avons besoin à la fois de garantir l'usage de la voiture pour les familles et pour les personnes plus âgées et en même temps, nous avons la nécessité d'organiser de manière planifiée une mobilité qui soit meilleure pour l'environnement et pour la qualité de l'air. Pour cela, il y a quand même une mesure qui est très importante, qui semble banale, qui semble habituelle, mais qui est terriblement importante, c'est la réduction de la vitesse. J'en ai parlé dans la question de la sécurité routière, c'est aussi une manière d'abord de décourager évidemment ceux qui n'ont pas besoin de la voiture quand ils doivent rouler à 30, qu'ils l'utilisent moins et de permettre qu'il y ait moins d'émission de gaz polluant. Ça c'est vraiment très important.

On a la volonté de déployer bien d'avantage de pistes cyclables. On marque un objectif ambitieux, doubler le nombre de pistes cyclables et le nombre d'emplacements pour vélos. C'est bien parti. On travaille, je vous l'ai dit notamment aujourd'hui sur le réaménagement de la chaussée de Ninove avec la Région. Pour chaque école, monsieur Achaoui est en train de travailler à un plan mobilité douce et air pur pour essayer de libérer nos écoles d'une partie des gaz nocifs pour nos enfants. Nous voulons une meilleure desserte des transports en commun. Il y a certainement un point où je l'ai dit tout à l'heure en parlant des écoles, il nous faut un effort, c'est le quartier Paloke, aujourd'hui inaccessible par la STIB et donc, il y a deux possibilités et nous marquons dans la déclaration de politique que nous voulons travailler aux deux et à termes mener une des deux à bien. Soit avoir une nouvelle ligne STIB qui arrive jusque-là que ce soit un tram, un bus, probablement un bus, que ce soit une nouvelle ligne ou l'extension d'une ligne existante ou alors arriver à ce que nos citoyens puissent utiliser « De Lijn » avec la carte de transport de la STIB. J'entends que certains disent que c'est en voie et j'espère que c'est en bonne voie parce que j'entends que

c'est en voie depuis plus de 10 ans et donc, j'espère que c'est en bonne voie maintenant. C'est important pour les habitants du quartier Paloke et je l'ai dit, c'est aussi important pour qu'on puisse vraiment utiliser notre belle école 11 qui ne mérite pas d'être délaissée, d'être mise de côté. C'est une très bonne école, c'est une école dans un beau cadre évidemment, la desservir mieux en transports en commun sera particulièrement important pour pouvoir faire venir des élèves, que ce soit de la Gare de l'Ouest, que ce soit du quartier des Tamaris où l'école est saturée et ne peut plus accueillir de nouveaux enfants.

Là, il y a un nombre de mesures considérables. Je ne vais pas les détailler toutes. Nous aurons une mise à jour du plan communal de stationnement et je dois dire que monsieur Achaoui est en train de travailler depuis le début de la législature à pouvoir rénover et sécuriser notre parking Brunfaut, chercher aussi des pistes pour avoir du parking hors sol supplémentaire dans le centre historique, ce qui est important pour pouvoir garantir la sécurité des enfants sur les places et les airs de jeux tout en maintenant quand même une possibilité de parking pour au moins un certain pourcentage de nos habitants.

Environnement et Energie, nous avons appelé le chapitre « agir maintenant ». Vous vous doutez pourquoi. C'est vraiment un thème sur lequel on n'arrête pas de faire des progrès et d'être interpellés. On va déployer des panneaux solaires sur un maximum de nos bâtiments. On va promouvoir les maillages vert et bleu via la réimplantation et la protection des haies, plantations d'arbres indigènes et fruitiers, parcs, zones de fauchages tardifs, bords de routes, essayer de restaurer de la verdure, mettre en place un système de parrainage autour des jardins publics et des espaces verts de manière à ce que le parrain ou la marraine du lieu surveille la situation et informe la Commune en cas de problèmes ou de dégâts mineurs, renforcer la présence de la nature, ça j'en ai parlé, et aussi avec probablement un système de primes pour les toitures vertes sur les immeubles publics ou privés, encouragements au développement de potagers collectif de jardins et vergers partagés, installation de ruches et de nichoirs, c'est déjà en cours, plantation de fleurs et d'arbres. On sait aujourd'hui que la plantation de fleurs au lieu d'herbe est favorable pour la qualité de l'air et j'entends à ma gauche, quelqu'un qui s'y connaît pour le butinage des abeilles. Les inondations, j'en ai déjà parlé.

Les nuisances sonores, j'en ai déjà parlé. Acheter de l'énergie produite de manière durable, l'engagement est fort. La Commune doit acheter 100% de son énergie produite de manière durable dans les six ans, dans les six ans, au terme de la législature. La Commune doit aussi, en tant qu'acteur public majeur, montrer l'exemple. En tant qu'actionnaire de Sibelga, Elia et Fluxis, veiller à ce que ces entreprises de réseau deviennent des entreprises publiques, modernes et durables.

Une politique économique et de l'emploi moderne. Vous savez qu'un autre des défis de Molenbeek, c'est l'emploi, la qualité de l'emploi et la quantité de l'emploi. Nous voulons notamment instaurer une concertation permanente avec les commerçants pour bien cibler les actions et les incitants et bien favoriser le dynamisme commercial. On a des quartiers qui sont en hausse au niveau commerçants, on a des quartiers qui ne vont pas très bien. Il y a des actions urgentes à prendre. La réhabilitation du parking Brunfaut en est une, mais ici, l'idée, c'est que notre échevin de l'Emploi et des Classes Moyennes puisse aller définir avec les commerçants quels sont les actions et les incitants qui vont le mieux fonctionner d'après eux.

On veut nommer un responsable unique, un point focal de contact pour les commerçants, y compris les grandes enseignes. On s'est déjà retrouvé avec Colruyt qui n'arrivait à joindre personne. Il faut qu'il y ait dans le carnet d'adresse de tous nos commerçants le point unique de contact à la Commune et qui puisse répondre à toutes les questions d'une part et qui puisse informer sur les événements, les possibilités d'intervention de la Commune d'autre part.

On a aussi un travail à mener en vue de rétablir un accès normal aux distributeurs de billets au sein de nos zones commerciales. C'est un travail de concertation dur, de longue haleine, j'espère qu'on va y arriver. Ce n'est pas facile dans le contexte économique qu'on connaît aujourd'hui, mais il faut tout d'abord avoir la volonté de le faire et nous mandats pour cela notre échevin de l'Economie.

Nous voulons mettre en œuvre une simplification, une digitalisation et un accompagnement dans toutes les démarches administratives pour les PME, les très petites entreprises et les indépendants et ça commence par une publicité des dispositifs qui existe déjà, et puis des compléments à ces dispositifs.

En ce qui concerne nos marchands ambulants, nous voulons une vraie opération marché qui visera à dynamiser nos marchés et à leur donner une identité distincte forte. Nous voulons créer un marché de Noël spécial, type mille et une nuits dans le centre historique de la commune, dans la continuité des Plaisirs d'hiver. L'idée, c'est de travailler sur le Parvis Saint-Jean-Baptiste, à amener les visiteurs qui visitent les Plaisirs d'hiver chez nous pour un marché à caractère affirmé oriental. On pense qu'il y a vraiment un public qui sera très intéressé par ceci et qu'avec de belles installations lumineuses, on pourra mettre en connexion Sainte-Catherine et le Parvis Saint-Jean-Baptiste.

Nous voulons une politique structurelle de la Commune qui mette en relation les Molenbeekois demandeurs d'emploi et les employeurs locaux et les communes avoisinantes. Ceci pourrait prendre la forme de l'organisation à dates fixes de salons de l'emploi, salons de la formation ou salons de l'insertion, ça pourrait être des jobs days, des journées speed dating, ça, c'est l'échevin qui va voir comment on va le réaliser, mais l'idée c'est d'avoir une vraie politique structurelle qui permette de mettre en relation nos demandeurs d'emploi avec les employeurs locaux au sens large.

Nous voulons aussi proposer des stages en dernière année de cycle secondaire en entreprise. Nous voulons doter la Maison de l'Emploi d'un service spécifiquement dédié aux jeunes.

Nous voulons aussi lancer, et ça, c'est un projet qui peut se faire à relativement brève échéance, un projet 1000 jobstudents. C'est l'idée d'aider à la mise à l'emploi pour les jobs étudiants. Vous savez que le marché de l'emploi bruxellois est un marché qui fonctionne sur base du parrainage principalement. Les jobs étudiants n'échappent pas à la règle et malheureusement, nos Molenbeekois sont très démunis par rapport à ce mode de fonctionnement du marché de l'emploi et donc ici, nous proposons de les soutenir en les mettant en relation, les 16-20 ans, dans les services de la Commune avec les services qui cherchent des emplois étudiants et faire une recherche proactive pour eux dans les entreprises.

Activer d'avantage des dispositifs article 60 et article 61. Notre commune présente un certain nombre de jeunes, voire de moins jeunes qui sont passés par la case prison. Dans une perspective d'émancipation et de retour à une vie normale, nous voulons les aider à se réinsérer sur le marché du travail et pour cela, nous voulons créer un projet spécifique d'aide à leur intention.

En matière d'accès aux soins de santé pour tous nous prenons comme postulat que le droit à la santé devrait être universel et que même si la Commune a peu de leviers financiers ou réglementaires propres en tant que pouvoir le plus proche du citoyen, elle peut jouer un rôle dans l'accessibilité et dans la qualité des soins de santé fournis sur le territoire.

Aussi, nous voulons mettre en place une cellule opérationnelle de promotion de la santé et rassembler un réseau fonctionnel et efficace, le CPAS et les acteurs de première

ligne pour favoriser les partenariats entre la Commune, le CPAS, l'associatif, les prestataires de soins, les acteurs sociaux, les services de promotion de la santé à l'école et j'en passe.

Nous voulons développer et encourager la pratique de l'exercice physique. Dans cet objectif, nous avons déjà la mesure dont je vous ai parlé, faire sortir nos écoliers des écoles. L'idée qu'il y a derrière cette mesure, c'est qu'on peut démultiplier les activités physiques, qu'on peut valoriser les professeurs de gymnastique, qu'on peut donner une meilleure image à notre commune en montrant que nos jeunes font de l'exercice physique et aussi que cette démonstration physique dans l'espace public va entraîner les autres à faire d'avantage d'exercices physiques.

Nous voulons promouvoir une alimentation saine et ça, ça passe par la fourniture de repas de collectivités sains et durables en particulier dans nos écoles pour commencer, lors des plaines de vacance, dans nos institutions d'hébergements sur la commune et je pense notamment à Arcadia.

Nous voulons développer les circuits courts de production et de consommation. Ça va se faire via l'intégration systématique de clauses sociales et environnementales dans tous nos marchés publics.

Nous voulons favoriser la formation continue des travailleurs sociaux de première ligne dans la santé mentale. Il faut savoir que c'est une demande forte du secteur.

Nous voulons renforcer les actions de prévention et notamment en ce qui concerne les assuétudes, les infections sexuellement transmissibles, la promotion des attitudes seines et enfin une mesure très concrète, nous voulons installer des fontaines d'eau notamment autour des aires de jeux, autour des terrains sportifs et dans les espaces publics et dans les espaces verts. Pourquoi, parce qu'il y a lieu de remettre l'eau au gout du jour. Il n'y a pas meilleur que l'eau tant en termes environnementales qu'en termes sanitaires.

Je viens sur les trois derniers chapitres. Le CPAS est un levier principal de la cohésion sociale de notre commune. Il doit continuer de réduire les inégalités sociales. Au niveau du CPAS, la nouvelle majorité veut garder la maison de repos en gestion publique, veut développer d'avantage la politique d'insertion sociale et professionnelle. Ça veut dire un soutien renforcé des jeunes pour l'obtention d'un diplôme. Ça veut dire une insertion professionnelle finalisée plus souvent par la mise à l'emploi d'articles 60. Ça veut dire une aide au logement plus efficace et plus de guidance dans le cadre du surendettement.

Nous voulons que le CPAS puisse travailler à notre politique de maintien à domicile. Nous voulons poursuivre la réorganisation des soins et l'accompagnement des résidents d'Arcadia et un projet notamment original est de réunir les services qui vont tenter le maintien à domicile et Arcadia. L'idée, c'est d'avoir des liens forts entre nos services qui visent au maintien à domicile et la maison de repos. Pourquoi, ça va permettre des allers/retours quand c'est nécessaire dans un sens ou dans l'autre et ça va permettre que la filière soit décloisonnée et que les personnes âgées soient rassurées sur le fait qu'on fait tout ce qui est possible pour les maintenir à domicile, mais que le cas échéant, on ait une belle solution aussi pour les accueillir, avec une accessibilité financière garantie et une prise en charge de qualité garantie.

Nous voulons poursuivre la gestion très pointue des finances du CPAS et je dois dire qu'on a eu l'occasion lors de ce round budgétaire de féliciter à plusieurs moments les responsables des finances du CPAS, et ils sont excellents.

Alors, l'épicerie sociale, nous voulons pérenniser le fonctionnement de l'épicerie sociale en établissant un partenariat entre le CPAS et la Commune pour la gestion de

l'épicerie sociale et nous voulons aussi créer un nouveau site supplémentaire au site de fourniture actuel.

Nous voulons investir dans des partenariats et continuer de tenter d'assurer une offre satisfaisante pour les cours d'alphabétisation, les cours préparatoires à des formations et les cours de français langues étrangères.

Nous avons un chapitre sur les crèches. Ceux qui me connaissent savent que c'est quelque chose qui me tient particulièrement à cœur et je dois dire que l'échevin est extrêmement mobilisé également sur la question, c'est monsieur Mahy qui a les crèches en compétence.

Nous voulons outre l'ouverture programmée des deux crèches dans le cadre du contrat de quartier « Charbonnage » et dans le cadre du contrat de quartier « Liverpool », nous avons mis comme priorité de pouvoir déployer une méthode d'éducation de type Montessori dans les crèches qui sont volontaires pour cela. Nous voulons poursuivre l'ouverture des petits vers le monde extérieur, via d'avantages de sorties. Nous voulons renforcer l'objectif d'alimentation saine, bio et en circuit court. Nous avons pour objectif d'établir un plan de rénovation des crèches. On a une série de crèches qui ont quand même vraiment besoin de rénovation. Evidemment, la plus emblématique, c'est la crèche de l'Avenue Jean Dubrucq « Reine Fabiola », mais il y en a d'autres qui nécessitent aussi des interventions parfois urgentes.

Nous voulons offrir une supervision à notre personnel en crèche pour assurer une meilleure motivation et une bonne qualité relationnelle au travail. Parfois les équipes se sentent un peu laissées à elles-mêmes et la supervision peut vraiment aider. Il y a des difficultés spécifiques qui se posent dans les crèches.

Nous voulons instaurer un système d'inscription centralisé pour les crèches. Nous voulons ouvrir une nouvelle crèche dans les nouveaux quartiers de Molenbeek. Nous voulons aussi rencontrer les crèches privées afin d'évaluer leur besoins et, le cas échéant, les soutenir dans des volontés d'agrandissement.

A ce stade, j'arrive au dernier chapitre, le dernier chapitre, c'est un chapitre sur lequel nous sommes attendus, mais c'est un chapitre, il faut bien le dire, qu'on a hésité à mettre comme tel. C'est un chapitre sur la radicalisation. La radicalisation des individus, forcément, ça a été un sujet central de préoccupations à Molenbeek ces dernières années. Force est de constater que cette thématique évolue de manière rapide. Aujourd'hui Molenbeek en tant que corps social a clairement marqué ses distances vis-à-vis du terrorisme islamiste violent. Par contre, différentes formes de radicalisation continuent de s'observer ici comme ailleurs. Pour armer notre société contre ces radicalisations, nous assumons une vision. Il faut nécessairement un partenariat fort entre les services communaux, que ce soit la prévention, la lutte contre la pauvreté, la jeunesse, l'enseignement, la culture, la police, les acteurs de terrains que ce soient les asbl, les associations de faits, les communautés de cultes, les commerçants, et ce partenariat doit, grâce au dialogue, permettre d'établir une vision stratégique commune ainsi qu'un discours fort commun de refus du repli sur soi, du refus de l'intolérance et du refus de la violence.

On m'a désignée comme chef d'orchestre de ce partenariat et je serai secondée par le fonctionnaire de prévention. Je dois ajouter que les actions à mener dans ce contexte découlent directement des recommandations de la commission d'enquête attentats que nous endossons entièrement.

A ce stade je vous remercie pour votre attention soutenue. Merci à tous.

Je vous propose d'écouter le budget et comme ça, on fera toutes les interventions après. Sinon ça va générer des doubles interventions en réalité.

Monsieur l'Echevin des Finances se propose de faire une introduction au budget et ensuite je reprends la parole plus pour le côté grandes lignes politiques du triennat.

Je donne la parole à monsieur l'échevin Van Leeckwyck.

M. l'échevin Van Leeckwyck :

J'ai demandé la parole, pas spécialement pour le culte de la vedette, mais c'était quand même bien que je dise un petit mot. Ce qui est un peu dommage, c'est qu'un budget sans l'opposition, c'est un peu un paquet de frites sans mayonnaise.

Lundi nous avons présenté le budget en section réunies et répondu aux nombreuses questions techniques. Je remercie pour les nombreuses questions et d'ailleurs, il y avait pas mal de questions dans la majorité et donc, c'est la preuve aussi que l'opposition pose certaines questions, mais la majorité s'intéresse de très près au budget. Je dis quelques mots maintenant mais madame la Bourgmestre, Catherine Moureaux, s'exprimera aussi sur le budget et le lien avec la ligne politique.

Comme tout le monde n'était pas là lundi je voulais quand même encore rappeler certains points. La confection du budget s'effectue par étapes et demande beaucoup de travail. Je tiens à souligner une fois de plus le travail de qualité de madame Carine Van Campenhout, directrice financière et la remercier pour son travail et sa patience à répondre à nos nombreuses questions. Comme il y a pas mal de nouveaux dans le Conseil communal, je voulais quand même rappeler aussi que le budget se base évidemment sur les recettes et les dépenses des années antérieures, mais aussi doit tenir compte de la circulaire budgétaire, de réglementation de la Tutelle, des demandes des divers services et asbl. Il est aussi important de consulter des experts en projection budgétaire, évolution des taux, problématique des pensions. Il est nécessaire aussi d'effectuer des vérifications et des arbitrages et enfin le budget doit aussi passer par différentes étapes, différentes commissions et il a été validé par la Tutelle.

Je rappelle aussi, parce que quand on voit le montant total du budget ordinaire, évidemment les recettes égalent plus au moins les dépenses, c'est quand même 153.000.000 € de budget, c'est quand même pas mince.

Le budget 2019 se présente en boni, aussi bien à l'exercice propre qu'aux exercices antérieurs. Le boni présumé des exercices antérieurs est le résultat d'une part du boni dégagé au compte 2017 après mise en réserve, et d'autre part de la prévision d'un boni d'exercice propre en 2018. À l'heure actuelle, il peut être admis que ce résultat présumé 2018 sera le reflet de la réalité à la clôture du compte. Lorsque ce résultat favorable sera confirmé, celui-ci viendra alimenter pour partie les fonds de réserves ordinaires et pour partie le compte pour provision de risques et charges.

Evidemment, on en a déjà parlé dans la note de politique générale, mais les nouvelles initiatives du budget 2019 sont essentiellement concentrés en matière de personnel et de fonctionnement, mise en place du deuxième pilier des pensions pour le personnel contractuel, volonté de recruter, on peut à nouveau remplacer le personnel qui part à la pension, en matière de fonctionnement priorité est donnée à l'enseignement et pas mal d'initiatives pour l'informatique et le charroi. Le budget extraordinaire quant à lui propose un programme d'investissement ambitieux de 55.262.275 euros. On a aussi travaillé évidemment sur le plan triennal où là, on compte aussi dégager un boni.

Je ne répondrai pas aux questions techniques mais évidemment, je reste quand même à votre disposition par mail si vous avez des questions.

Mme la Présidente :

J'ai plein de choses à dire en plus, mais je ne sais pas si je le fais de manière détaillée ou pas. Ça dépend, je vais le faire de manière synthétique.

Je m'excuse auprès de ma cheffe de Cabinet qui a rédigé un si beau discours parce que là, je vais le faire un peu autrement.

Premièrement, on a utilisé une méthode nouvelle pour établir ce triennat budgétaire. Je vous rappelle qu'un triennat, c'est compliqué, c'est nouveau et comme je l'ai dit en commission réunie, la troisième année est moins réelle que la première. C'est compliqué de se projeter à trois ans en même temps, c'est extrêmement important parce que ça permet notamment en matière d'engagement de personnel, d'être sûr que ce qu'on fait, va pouvoir être pérennisé. C'est une très bonne manière de travailler pour avoir une gestion financière saine et alors, on a travaillé sous forme de conclave budgétaires. Ça veut dire que chacun des échevins est venu avec les demandes de ses services et a pu travailler à proposer, à argumenter, contre argumenter, etc., c'est donc un travail copieux que vous avez devant vous.

Les chiffres généraux, les recettes budgétées en 2019 c'est 149.881.157 euros avec en plus 4.078.267 euros pour les contrats de quartiers, CRU et la politique des grandes villes. Ça fait un total en recette de 153.959.424 euro. Les dépenses quant à elles, elles sont arrêtées à 153.727.106 euros avec du coup, un résultat, vous faites l'un moins l'autre, très légèrement positif de 232.318 euros. Pour bien comprendre ce que cela signifie, ça signifie qu'on a un petit tampon qui nous permet d'avoir éventuellement un tout petit peu plus de dépenses que ce qu'on a prévu, mais vraiment pas beaucoup. C'est un projet qui est bouclé à l'équilibre.

Je dois ajouter que notre budget extraordinaire quant à lui, c'est un programme d'investissement très très ambitieux, 55.000.000 d'euros qui sont couverts à 44,5% par le fond de refinancement bruxellois des trésoreries communales, le reste étant à charge d'emprunts. Ça, c'est évidemment quelque chose qu'on va monitorer. Ce qui est important à retenir, c'est que la manière dont on a travaillé, on a inscrit dans notre budget extraordinaire ce qu'on voulait réaliser et on a été indiquer sous forme de montants subsidiés, uniquement ce sur quoi on était sûr déjà d'avoir du subside et derrière, il y a probablement d'autres lignes où on aura des subsides. Il n'est pas certain sur les lignes où on n'a pas de subside, qu'on réalise ce qui est prévu, il est certain qu'on cherchera avant tout à réaliser ce qui sera subsidié et subsidiable. Comme ça, vous comprenez bien la logique. Ce sera peut-être pas 55.000.000 d'euros au final, mais ce sera au moins, ce qui est déjà marqué comme subsidié et probablement bien d'avantage, puisqu'on va ensuite mettre en branle et réaliser principalement en premier lieu ce qui sera subsidiable.

Il y a trois axes forts, l'échevin l'a dit. Le premier axe, c'est le renforcement de l'administration. On a travaillé à un plan triennal de recrutement par lequel on va engager 45 nouveaux membres du personnel, c'est-à-dire tous services confondus, une dépense de 640.000 euros supplémentaires par an en terme de personnel.

Nous avons fait un effort considérable pour notre personnel qu'on n'a pas encore publicisé à sa juste mesure. On entre de plein pied dans la réforme Bacquelaire des pensions et donc, on va consacrer chaque année 541.000 euros aux pensions de nos contractuels. Vous savez qu'on a une grande majorité de nos travailleurs qui sont des

contractuels et ça, pour eux, c'est vital. C'est au final des pensions qui sont majorées chaque mois lorsqu'ils vont arriver à leur pension.

Dans le même temps, nous avons travaillé l'entrée dans la loi Bacquelaine, nous avons aussi défini une manière de statutariser et donc nous allons restatutariser ce qui ne se faisait plus, nous allons restatutariser à 150%. Ça veut dire que lorsque deux statutaires partent à la pension, trois vont être statutarisés. Ça veut dire qu'on va, dans les mois qui viennent devoir décider dans quel service et quel travailleur on statutarise et ça fait déjà une dizaine de jours que le service des ressources humaines est en train de travailler à un plan stratégique pour la statutarisation, pour que cette statutarisation soit transparente, fasse l'objet de critères claires, précis et objectifs.

Le deuxième axe est le renfort de notre enseignement. On a appelé notre programme d'action « l'Opération Printemps des Ecoles ».

Au vu des difficultés que rencontrent nos élèves, au vu de la réalité de la pénurie des instituteurs, des difficultés que rencontrent les parents pour venir en aide à leurs enfants, au regard de la situation vécue par les équipes pédagogiques et administratives des écoles il était temps de renforcer de manière significative tant en moyens humains qu'en moyens financiers, et il était temps de renforcer l'entretien et la rénovation de plusieurs écoles fondamentales, où des actions devaient être entreprises en urgence afin de garantir la sécurité, l'hygiène ainsi que le confort des élèves et des usagers de nos établissements scolaires.

J'ai expliqué concrètement, nos objectifs étaient dans trois champs, augmenter le nombre de places, renforcer la qualité pédagogique et la gratuité. Vous savez déjà que la mesure de garderie gratuite se taille la part belle dans ce budget. Mise en œuvre à partir du 1^{er} mars, elle coûte en réalité, en termes de manque à gagner à la Commune, 286.000 euros pour l'enseignement communal net par an et potentiellement une somme qui s'en approche si le libre demande également l'avantage, mais ça on ne le sait pas encore, et on le saura bientôt. Je répète que la volonté est dans une deuxième partie de législature d'évaluer s'il y a moyen d'aller plus loin dans cette politique de gratuité.

Je viens sur le renfort pédagogique. Dans les six ans, nous avons prévus que nous puissions dans chacune de nos écoles et nous allons dépasser la vingtaine d'écoles à l'issue de la législature, que dans chacune de nos écoles, il puisse y avoir au moins un membre du personnel sur fonds propres. C'est un engagement considérable. D'autres communes ne travaillent pas de cette manière. Nous avons décidé de faire ce choix radical pourquoi, parce que nous avons besoin d'enseignants de néerlandais encore d'avantage que dans d'autres pouvoirs organisateurs. Il y a une pénurie globale en fédération Wallonie-Bruxelles. Nous avons encore plus de problèmes que d'autres communes de ce côté-là et donc nous vous proposons d'engager des enseignants de néerlandais. Pour l'instant, nous avons quatre enseignants qui enseignent le néerlandais sans le titre requis pour être subventionné. Nous ne sommes pas seuls dans le cas, mais ici, on vous propose de continuer dans ce dispositif pour être sûr qu'on n'ait pas des élèves qui n'aient pas de cours de néerlandais pendant des mois parce que ça, c'est catastrophique pour eux et donc nous proposons l'engagement de six professeurs de néerlandais supplémentaires pour que nos enfants aient vraiment cours, aient cours de manière suivie, dès la troisième primaire. Normalement avec ces six emplois, toutes les périodes de cours de néerlandais seraient assurées.

Un autre objectif par rapport à la lutte contre la pénurie d'enseignants, c'est d'avoir une réserve maternelle et primaire suffisante d'enseignants. Actuellement les réserves sont composées de 1,5 instituteurs donc 1,5 équivalent temps plein pour la réserve maternelle et 1,5 équivalent temps plein pour la réserve primaire et dans ce budget, au bout du plan des

trois ans, nous aurons trois enseignants à charge supplémentaire, soit un total de six équivalents temps plein pour la réserve. Normalement, ça va suffire pour que dans toutes nos écoles, il n'y ait plus des périodes d'interruptions longues parce qu'il y a un enseignant qui part en congé de maternité, il y a un enseignant qui est malade, on va pouvoir s'assurer que nos élèves ont suffisamment cours.

Nous développons déjà une classe inclusive sous forme d'un projet pilote à l'école de la Flûte enchantée. Nous allons passer à la vitesse supérieure dans les trois ans avec un partenariat avec l'association « Nos Pilifs » que certains d'entre vous connaissent très bien. Ce partenariat pourrait débuter dès 2020 et l'idée, c'est qu'il y ait une véritable classe pour quelques enfants à troubles autistiques et autres avec l'aide des professionnels de « Nos Pilifs ». Concrètement, au budget, cela se traduit par la prise en charge d'un enseignant maternelle supplémentaire et le remboursement de ses formations spécialisées de cet enseignant.

Dans nos écoles toujours, on rajoute de l'aide à la gestion administrative, on rajoute un soutien, j'ai dit que l'éducation physique allait être privilégiée, on rajoute un soutien pour la coordination sportive.

Alors, l'improvisation théâtrale à l'école, ça, c'est l'activité qui existe déjà et qui sera développée dans d'autres écoles que celles où elle existe déjà. Aujourd'hui, on a déjà l'école 1, l'école 2, l'école 7, l'école 10, l'école 13 et Tamaris qui ont un espace de libre expression théâtrale, mais dans les prochaines années, on va développer ce projet dans toutes les écoles.

On avait une demande pressante des syndicats qui était tout à fait légitime de pouvoir avoir trois instituteurs libérés en prenant à charge de notre budget communal trois éducateurs dans les écoles 5, l'école 8 et 9 et l'école 13. Concrètement, ça veut dire qu'on avait du capital période, c'est vraiment dommage que monsieur Ouassari ne soit pas resté pour vous expliquer mieux que moi ce que c'est, on avait du capital période qui allait aux éducateurs au lieu d'aller aux instituteurs et donc légitimement, les enseignants, les syndicats demandaient que ce capital période retourne à des instituteurs. Nous faisons ce rétablissement en prenant à charge des éducateurs, donc c'est trois emplois temps plein.

Nous allons renforcer les équipes pédagogiques par des services d'appui non enseignant. En faisant le tour, et vous aurez l'occasion de le voir lorsque vous entendrez les plans de pilotage des écoles, en faisant le tour des équipes pédagogiques, il y a un constat marquant, c'est qu'on a de plus en plus d'élèves qui ont des troubles spécifiques et qui entraînent ces troubles spécifiques durant tout leur parcours scolaire. Pour pouvoir soutenir nos équipes pédagogiques à prendre mieux en charge ces élèves le plus tôt possible afin d'éviter qu'ils accumulent les lacunes, on va renforcer nos équipes pédagogiques par des logopèdes principalement. On aura une logopède pour les écoles 6, 11 et 16 et on va avoir aussi des éducateurs supplémentaires. Trois écoles n'ont pas encore d'éducateurs, 12, 15, 16 et Tamaris. Ce sera l'engagement de trois animateurs-éducateurs supplémentaires, un par année scolaire dans le plan triennal d'engagement et puis, on va aussi engager pour l'école 6 et Les Tamaris une assistante sociale pour chaque école.

Enfin, pour travailler à la santé de nos enfants, notre équipe du PSE est débordée et nous prévoyons d'engager une infirmière supplémentaire.

On met sur pied une primo-direction. Il faut savoir que nos directions d'écoles sont vaillantes, mais ne peuvent pas tout. Certaines de nos directions aujourd'hui sont moins bien payées que certains enseignants, c'est le système qui veut ça de par la reconnaissance des diplômes divers et variés en communauté française. Il faut savoir que dans d'autres communes, on offre déjà une prime et donc si on ne le fait pas à un moment donné, on

s'expose aussi d'une part à la démotivation de nos équipes et d'autre part à ce que certains de nos meilleurs éléments nous quittent. Donc nous débloquons 100.000 euros pour une prime à nos directions.

Il faut savoir que l'enseignement néerlandophone n'est pas en reste puisqu'on renforce également les équipes de ce côté-là avec un « zorgcoördinator » et trois aides administratives en plus.

On va, en ce qui concerne les coordinatrices d'accueil, ajouter une coordinatrice pour l'école 15/16 parce que le nombre d'élèves a augmenté et on n'a pas aujourd'hui suffisamment de temps d'encadrement pour assurer une bonne garderie de ce côté-là.

On engage aussi du profil pédagogique supplémentaire pour retravailler la qualité d'accueil extrascolaire. Il faut savoir qu'on a maintenant un service à part entière en charge de l'accueil extrascolaire dans l'organigramme communal qui est dirigé par monsieur Eloy, qui va travailler en profondeur à affiner la description du job d'animateur de garderie qui aujourd'hui n'est pas réalisé et on n'a pas vraiment de regard sur une vraie formation de qualité. Je ne dis pas que nos animateurs ne sont pas bons. On a d'excellents animateurs et d'excellentes animatrices, mais on n'a pas de moyens aujourd'hui d'être tout à fait sur de la qualité qui est fournie. Donc, il y a un travail de fond à réaliser et monsieur Eloy s'y est attaché.

Dans nos plaines scolaires et lors des activités d'accueil, que ce soit petite enfance ou extrascolaire, on doit être capable de répondre aux attentes de l'ONE. On n'en est pas capable aujourd'hui, il faut le reconnaître et donc, nous engageons une personne pour s'occuper de la question de la sécurité, de la salubrité et de l'hygiène de nos activités extrascolaires. C'est pour les plus petits comme pour ceux de l'enseignement fondamental.

Nous avons aussi besoin de gérer, dans le cadre du nouveau règlement européen des gestions des données, nos données à caractère privé dans nos écoles. On a des milliers d'enfants qui sont scolarisés chez nous et on engage quelqu'un pour s'occuper de ça aussi. Et puis, il y a un projet pilote pour notre étude dirigée gratuite. Vous savez qu'on veut implanter une étude dirigée gratuite. La manière dont ça va être réalisé, c'est d'abord une première école sur base volontaire qui va travailler le projet, rencontrer les heurts et malheurs et puis, on espère aller vers une généralisation. En attendant les études « Schola ULB », on va l'étendre à toutes nos écoles, ce n'est pas le cas aujourd'hui, et augmenter le budget écoles c'est-à-dire pour nos 12 écoles primaires, on aura 4 enseignants disponibles trois jours par semaine.

Donc rien qu'en renfort de personnel pour la qualité de notre enseignement et le soutien de nos équipes pédagogiques, on est sur un budget de 563.000 euros pour l'année complète. Comme ça, vous voyez un peu l'ordre de grandeur et c'est évidemment énorme.

Je veux venir sur les écoles secondaires. On a les écoles en déploiement au quartier Maritime et près du cimetière, les écoles plurielles. On doit investir d'avantage. On double l'investissement parce qu'en première année du dispositif, ce que donne la Communauté française, est largement insuffisant pour rencontrer les besoins de l'école en déploiement.

Les budgets pour la rénovation des écoles, un vaste programme d'investissement, 15.000.000 euros pour l'investissement construction-rénovation et pour les petits travaux, il y a 2.000.000 euros supplémentaires, c'est principalement les sanitaires, un peu de peinture et un peu d'électricité.

On va rénover en profondeur l'école du Korenbeek avec le projet d'en faire une petite école fondamentale complète avec toutes les classes, de la classe d'accueil jusqu'à la sixième primaire.

Un projet très important pour moi, la rénovation complète de la salle de gymnastique de l'école 5. Pour ceux qui connaissent, c'est quand même un projet qui est dans les cartons depuis longtemps et il s'agit maintenant de passer à la vitesse supérieure pour que l'école 5 retrouve son hall des sports correct.

Vous voyez pourquoi on a appelé ça opération printemps des écoles. Ca bouscule, ça réveille et on espère que ça va amener une vraie bouffée d'air frais pour non seulement nos enfants, mais aussi nos communautés éducatives.

J'avais parlé d'ouvrir deux maisons de jeunes sur la législature. On en a déjà une qui est budgétée sur les trois premières années, 90.000 euros pour lancer un projet de maison de jeunes.

Axe trois, renforcer la propreté. Il y a trois volets, un volet humain, on va renforcer le service. Ça, c'est après l'instruction publique, le service qui est vraiment le plus renforcé. On va engager deux ouvriers supplémentaires par an pendant les trois ans qui viennent, c'est énorme et on investit magistralement dans le matériel et donc on a deux nouvelles camionnettes plateau, une qui est arrivée aujourd'hui, vous verrez sa photo dans le journal demain et une autre qui arrive en 2020, une remorque aspirante supplémentaire, un camion compacteur, ça c'est quand même 290.000 euros, une balayeuse ça, c'est 85.000 euros donc ça fait des montants considérables. Ce ne sont pas des mesures budgétaires mais vous avez compris qu'on allait dans une réforme structurelle profonde aussi du service mais ça, il n'y a pas de mesure budgétaire qui va avec.

Je survole les dépenses de transferts. Ce sont des dépenses importantes. Quelles sont les dépenses de transferts ? La dotation au CPAS, la dotation à la zone de Police et les dotations aux asbl principales. On augmente la dotation CPAS 1.141.920 euros, une augmentation à la zone de Police de 286.000 euros, une augmentation des budgets à l'asbl « Move » qui nous permettra notamment l'octroi d'avantages extralégaux chez eux. On va aller voir ce qu'on va leur offrir comme avantages extralégaux, mais on pourra leur faire passer un cap parce qu'il faut savoir qu'aujourd'hui, les travailleurs de Move, au niveau de leur financement, sont très éloignés de ce que reçoivent les travailleurs communaux. Concrètement, il y a un gap très important y compris pour des fonctions élevées, y compris pour des fonctions exercées depuis vingt, vingt-cinq ans au service de notre asbl et donc ça permettra de combler un peu ce gap entre les travailleurs de « Move » et les travailleurs communaux.

Molenbeek Sport, on ajoute 112.000 euros qui vont servir de manière diverses dans l'association, Olina 212.000 euros de plus, Molenketjes 67.000 euros de plus, pérennisation du musée numérique, soutien à la Mission Locale supplémentaire de 63.000 euros, soutien supplémentaire à Molenbeek Formation de 36.000 euros, 75.000 pour la MAIS, 47.700 euros inscrits au budget pour le Conseil Consultatif des Musulmans et les Amis de la Morale Laïque, 72.000 euros au Centre d'entreprise et à la Mission Locale pour la pérennisation des programmes européens pour lesquelles ils avaient été auparavant subsidiés au niveau européen.

Avant d'aborder l'extraordinaire, je veux ajouter qu'à ma demande, nous avons fait un effort budgétaire pour les gardiens de la paix de manière à ce qu'ils puissent avoir des bonnes chaussures. C'était une demande fondamentale pour eux, c'est leur outil de travail principal et ils avaient besoin d'avoir des chaussures de qualité. On augmente le budget pour les chaussures. Ça paraît anecdotique, mais c'est vraiment là la garantie aussi d'une forme de reconnaissance et de remotivation pour eux.

Le budget extraordinaire, un programme d'investissement ambitieux 55.000.000 d'euros. L'aménagement du territoire à lui seul représente presque 11.000.000 €. On a, je ne vais pas vous dire tous les projets, la construction de la crèche Liverpool, la réalisation du Jardin d'hiver, la construction de logements intergénérationnels, la construction de logements à la place de la maison « Pandy », la construction d'un centre de jeunes pour « Centrum West », la construction d'un centre de quartier Ouest, le réaménagement de la rue Jean Baptiste Decock, le réaménagement du parc « Etangs Noirs », la construction de la crèche « Ulens », je ne vais pas détailler l'ensemble des projets, mais on a un plan triennal aussi d'investissement pour les voiries Scheutbosch et Bougainvillées, on a l'entretien extraordinaire pour 11.000.000 d'euros de nos voiries, il y a le réaménagement complet de la rue Osseghem, probablement la plus longue rue de Molenbeek, 1.000.000 d'euros pour la signalisation routière, donc là vous voyez qu'il y a un fil rouge, sécurisation de nos routes, réhabilitation de toute une série des locaux du Karreveld qui vont pouvoir être réaménagés tout en respectant le caractère patrimonial du site, c'est quand même là 450.000 euros, je pense sur les trois ans à venir pour la transformation de locaux en salle polyvalente et 260.000 euros pour les châssis et les portes.

On a un plan très ambitieux pour les installations sportives. C'est plusieurs millions sur trois ans, près de 4.000.000 d'euros. C'est la salle de sport de la piscine Louis Namèche, vous connaissez cette salle. Elle avait un peu défrayé la chronique lors de la dernière législature. On investit là 1.100.000 euros pour la rénovation et la construction d'une extension de la salle. On va avoir des douches et sanitaires rénovés au Stade Machtens pour 200.000 euros. On va avoir des travaux sur le parc des Muses, sur le Sippelberg. On a une étude pour l'avenir du site Pevenage, pour lequel l'échevin des Sports a de grands projets, la rénovation de l'éclairage du stade Machtens, la rénovation du poste de commande et autres petits travaux, 185.000 euros en 2019, 25.000 euros en 2020, 25.000 euros en 2021, la grosse rénovation du stade du Sippelberg, 300.000 euros dont 210.000 euros subsidiés pour l'installation d'une nouvelle salle polyvalente et la rénovation du Chalet Normand, ça pourrait bien devenir notre projet phare et on espère avoir une réponse positive des pouvoirs subsidiaires, travaux de maintenance pour la salle sportive rue de l'Intendant, travaux de maintenance pour la salle à la rue Jean Baptiste Decock, un peu plus que 3.000.000 € pour la crèche rue de Liverpool, l'aménagement d'une aire de jeux Jean Baptiste Decock, ça c'est tout le plan pour la rénovation de la place rue Jean Baptiste Decock, en bas des logements sociaux et la rue, ensuite la réalisation d'un plan lumière qui est une charge de monsieur Achaoui, plan lumière très très important pour la sécurité de notre commune, 134.000 euros pour notre bibliothèque et 550.000 euros pour nos caméras de surveillance, on est toujours dans un plan de remplacement et de mise à niveau de nos caméras de surveillance.

Je conclus, ce budget a été confectionné dans une idée de responsabilité qui anime les membres de notre nouvelle majorité. Il est en équilibre. Il est axé sur la maîtrise des demandes de fonctionnements, l'amélioration des recettes fiscales sans augmentation des

impôts locaux, notre budget se veut réaliste, prudent, mais se veut ambitieux, surtout en terme d'investissement social.

Il nous faudra faire preuve d'innovation et de proactivité, en recourant activement et de manière efficiente à la recherche des fonds extérieurs à la Commune. Il s'agit, premièrement, de donner les moyens de remettre en place les politiques urbanistiques, de prévention et de sécurité qui portaient leurs fruits grâce au renfort d'une administration pas aujourd'hui en capacité d'atteindre tous ses objectifs. Ce sont des politiques à mener en maintenant l'équilibre fragile des finances communales.

C'est une politique à mener avec la poursuite de la qualité de notre enseignement, le souci de notre jeunesse, le souci de la propreté dans tous les coins de Molenbeek, le souci du développement égalitaire de tous nos quartiers, la promotion de la mixité des activités sociales à Molenbeek, le redressement de notre situation financière. Tout cela, c'est l'œuvre d'une équipe motivée. C'est une œuvre qui sera de longue haleine, mais dont nous avons toutes les raisons d'espérer l'aboutissement positif et donc je voulais, pour clôturer, dire que ce budget, prudent dans ses équilibres, mais qui répond à de réels besoins, qui tient compte et met en œuvre les conditions indispensables à l'émergence d'une véritable démocratie politique avec plus de justice sociale. Je vous remercie de votre attention.

Je donne la parole à monsieur Ikazban.

M. Ikazban :

Merci madame la Bourgmestre. Evidemment, il y a énormément de choses à dire. D'abord, je ne m'attendais pas ce soir à devoir meubler en partie l'absence de l'opposition, mais je vous rassure, je ne vais pas jouer le rôle de l'opposition. Je suis bien dans la majorité et avec tout ce que j'ai entendu, je suis fier de l'être.

Peut-être simplement, ça a été dit tout à l'heure, et puis je ne parlerai plus d'eux puisqu'ils ne sont pas là, mais en critiquant le fait de ne pas avoir reçu de documents à temps pendant tout ce que vous avez expliqué avec beaucoup de passion, beaucoup de motivation, beaucoup d'énergie, on sentait ça, je pense qu'ils auraient eu tout le temps de lire, de comprendre, mais en plus de ça, je trouvais ça un peu fort de café, parce que quasi tous ceux qui se sont exprimés, ne sont même pas venus à la section réunie de lundi. Lundi, on a eu une réunion pour le budget, une réunion technique et donc ils n'étaient même pas là et je me demande comment est-ce qu'on veut représenter valablement et sérieusement les Molenbeekois quand on ne vient même pas aux réunions, quand on est valablement convoqué. Soit, je pense que s'ils étaient restés là, ils auraient eu un peu de mal à trouver des critiques à adresser à la majorité ce soir !

Je suis bien placé pour en parler parce que j'ai déjà fait des analyses de budgets et de déclarations et de notes de politique, évidemment, il y a le rôle parfois de l'opposition et puis sérieusement, quand on vient avec des critiques, il faut venir avec des critiques sérieuses, avec des critiques valables. Ici, donc on est devant une proposition de budget triennal, la nouvelle majorité qui est en place avec sa déclaration de politique générale, plus de 400 mesures, vous avez annoncé 45 nouveaux engagements, vous avez donné quelques détails importants et je voudrais quand même souligner, parce que je suis assez impressionné, mais donc à la fois dans votre budget vous prévoyez, vous pensez aux pensions des contractuels et ça, c'est quand même quelque chose de fondamental, il faut quand même le dire et le rappeler, parce que pour ceux qui ne le savent pas, les

contractuels sont un peu pénalisés par rapport au calcul des pensions parce que la grande revendication de certains qui demandent de statutariser plus, et ils ont raison, c'est parce que notamment le calcul des pensions pour les contractuels est moins avantageux. Ici, la Commune assume doublement une très grande responsabilité. C'est à la fois, vous allez vous lancer dans une opération de statutarisation avec des critères objectifs comme vous l'avez expliqué, mais en même temps les contractuels, vous allez penser à consolider leur pension pour l'avenir et je pense que déjà là, c'est un premier témoignage de respect à l'égard du personnel et je rappelle que le personnel, il faut le motiver si on veut qu'il soit encore plus efficace parce qu'il est au service des gens, au service de la population, au service des Molenbeekoises et des Molenbeekoises et c'est dommage que l'opposition qui est très critique déjà depuis le début n'est pas présente pour entendre et pour écouter ça.

Je l'ai dit tout à l'heure, il est pour moi beaucoup trop tôt pour juger sérieusement de la qualité d'une politique. Pour moi, il faut attendre deux, trois ans pour vraiment juger d'une politique, mais néanmoins, il y a beaucoup d'éléments fort intéressants qui se dégagent à la fois du budget et à la fois de la note de politique générale. Je pense que nous devons vraiment vous encourager dans cette voie-là.

Je salue le choix des priorités de cette majorité molenbeekoise pour les six prochaines années, mais aussi finalement des engagements de campagne qui ont été tenus et qui sont là aujourd'hui et qui sont vérifiés. Ça, c'est une grande différence entre ceux qui promettent tout en campagne électorale et qui de toute façon ne participent jamais à des majorités et qui ne réalisent jamais rien, et ici, on a quand même des réalisations déjà fortement prononcées. C'est une décision que vous avez déjà prise. Elle se trouve dans le budget, vous l'avez déjà annoncé dès le départ, mais je le rappelle, ça, c'est à mettre à l'actif de cette majorité, le retour de la gratuité pour la garderie du midi. Je pense qu'il faut le dire, il faut le répéter et j'ai également entendu et apprécié la volonté de rénover Cornimont. Cornimont, pour ceux qui connaissent cette maison, ce bâtiment et tout ce qu'il représente dans le cœur des Molenbeekoises, dans le cœur des familles molenbeekoises.

La jeunesse molenbeekoise mérite d'être au centre de nos préoccupations et c'est le cas. C'est le cas dans la note de politique générale. C'est le cas dans le budget. Pour assurer un meilleur avenir aux jeunes, nous devons également assurer une qualité revue à la hausse de l'enseignement et je suis très impressionné par tout ce qui a été expliqué, tout ce qui est détaillé en matière d'enseignement. On peut être à la fois très impatient, très excité à l'idée de voir comme ça émerger plein de projets et une qualité de notre enseignement.

Je voudrais quand même, parce qu'on s'est dit, et c'est dit comme un fil rouge dans la note de politique générale, c'est quand même la volonté et ça marque clairement une volonté politique, c'est la volonté de créer, de renforcer le lien entre les parents et la communauté pédagogique. Ça, c'est quelque chose de fondamental. C'est une façon de voir les choses qui est complètement différentes et je pense que c'est la bonne façon de voir les choses, faire des parents un partenaire scolaire, un partenaire pour l'éducation des enfants pour l'avenir de nos jeunes, l'avenir de notre société. Je pense que là, Molenbeek s'engage dans quelque chose d'extrêmement positif et prometteur pour l'avenir. Il y a parfois eu trop de parents qui se plaignaient ici et là ou des enseignants qui ne se parlent pas et qui se critiquent les uns et les autres alors qu'ils devraient marcher main dans la main.

Vous avez donné pas mal de précisions et de détails, d'ailleurs certaines écoles ont besoin d'un sacré ravalement de façade et ce n'est pas que de la façade qu'il s'agit, et c'est très bien, et vous avez prévu des budgets pour le faire, et là, je dis bravo. Je dis bravo parce que nos écoles en ont véritablement besoin. Dans les écoles, il faut quand même souligner que dans le programme, deux nouvelles écoles secondaires, sur le territoire molenbeekois, francophone, néerlandophone et dont une technique et professionnelle, je trouve que c'est chouette, c'est super, c'est vraiment magnifique pour la Commune, magnifique pour les jeunes, magnifique pour la dynamique, de manière générale, qu'on va insérer dans cette commune.

Encore une fois, dommage que l'opposition n'est pas là pour entendre ça. Ça a été une de leur critique de manière constante, mais créer ce pôle d'enseignants, c'est extraordinaire. Vous avez parlé d'enseignants néerlandophones, pour éviter de devoir se retrouver dans une situation catastrophique qu'on a connue, bravo. Savoir être à l'écoute des difficultés sur le terrain et puis y répondre, comme ça dans un budget, je trouve que ça mérite aussi de le souligner.

Vous avez dit que vous allez vous diriger petit à petit vers des études dirigées gratuites, c'est évidemment un mouvement qu'on encourage. Ensuite vous avez parlé de la prise en charge de l'autisme et c'est aussi une chose qui tient particulièrement à cœur. Vous avez quand même prévu quelque chose à ce niveau-là. C'est positif, et puis vous avez parlé des troubles spécifiques et beaucoup de nos jeunes ont des troubles particuliers, décrochent à cause de ça, sont dyslexiques, et là aussi, vous avez prévu des moyens financiers, du personnel, des gens, mais aussi sur fonds propres, aussi sur fonds propres au niveau communal. Je pense que c'est assez exceptionnel. Je n'ai pas eu le temps de faire la vérification, mais je le ferai pour la prochaine fois quand l'opposition viendra avec une interpellation, comparer dans les 19 communes. Je suis curieux de savoir combien de pouvoirs organisateurs ont cette capacité de ne pas se contenter simplement de ce qui est subsidié par la Communauté, mais de prendre sur fonds propres.

Vous avez parlé de la sécurité de manière tout à fait positive, de manière préventive et j'approuve. On n'est pas dans une vision totalement sécuritaire mais on n'est pas dans une vision laxiste non plus. Nous choisissons le dialogue en portant à bas le corps notre jeunesse qui a besoin de se sentir impliquée, acceptée, reconnue et respectée et cela passe notamment par une réconciliation entre les jeunes et nos forces de l'ordre, vous en avez parlé. J'ai parlé tout à l'heure de Cornimont. Rénover Cornimont ça va aussi répondre en partie à ce qu'on a fait ans cette commune pendant un certain nombre d'années et qui a extrêmement bien fonctionné.

Il y a un parti qui n'a pas voulu former de coalition, qui n'a pas voulu participer au pouvoir et qui avait un slogan, c'est la création d'un bureau d'éthique et de la transparence. Eh ben, il y a ceux qui ont des slogans et qui le crient à tort et à travers, et puis il y a ceux qui n'ont pas de slogan, mais qui le réalisent concrètement. Vous l'aviez annoncé, c'est fait, c'est là, vous l'avez présenté, et je trouve que c'est tout à l'honneur de cette majorité dans son ensemble de mettre en place ce bureau d'éthique et de transparence. Je suis curieux, là aussi, de savoir combien de communes à Bruxelles en ont déjà. Zéro pour l'instant et je ne suis pas convaincu qu'on va en voir beaucoup naitre dans les années qui viennent. Là, chapeau ! Et donc, je regrette que l'opposition ne soit pas là pour entendre ça. Ça, c'est la différence entre le blabla, les slogans et le concret.

Sur la question des logements sociaux, vous en avez parlé de manière assez importante, assez abondante et vous avez bien fait parce qu'à nouveau, la aussi on est en plein fake news. On nage dans le fake news ici. Depuis le début de l'installation de cette nouvelle majorité, à peine cette majorité était installée, qu'on a déjà demandé de trouver une solution pour les gens ici, derrière. Cette majorité était à peine installée après deux, trois semaines. Je trouve important ce que vous avez fait. Je trouve important et courageux parce qu'on est devant des fake news et pourquoi je parle des fake news ? Parce que ce n'est pas moi qu'elles dérangent. Moi, je ne suis pas dérangé par les fake news. Vous savez, en politique, il y a des gens qui existent par leur travail, par leur bilan, par leurs propositions et puis il y a des gens qui existent par leur slogans, leur bilans et par leur démagogie. Ce qui me fait le plus mal, et ce qui me révolte, c'est que les fake news font du tort, font du mal à la population. Elles font du tort et du mal à la population fragilisée qui attend du logement social, à qui on explique que la majorité de Molenbeek ne veut pas du logement social. C'est complètement faux et ça encore une fois, dommage que l'opposition ne soit pas là pour l'entendre, mais en tout cas moi, je suis très content d'entendre qu'on se dirige vers des projets de logements sociaux, on se dirige vers des projets de création de logements mixtes, on se dirige vers de la rénovation, parce qu'également la rénovation, c'est quelque chose de fondamental d'extrêmement important. On ne peut que se réjouir que notre priorité number one, c'est l'enseignement et que notre jeunesse est vraiment au cœur des préoccupations.

On a reçu tout à l'heure le personnel de « Move ». Finalement, bon je suis arrivé un petit peu en retard, mais finalement les choses se sont passées dans une ambiance bonne enfant. Assez bonne enfant pour une revendication légitime des travailleurs. Vous avez parlé tout à l'heure et ça, j'ai apprécié, c'est le fait qu'on a là des travailleurs qui depuis des années font un travail difficile, un travail pénible, font un travail qui n'est pas toujours considéré à sa juste valeur et vous y pensez, vous y pensez sérieusement. Je pense que cette asbl « Move » a besoin de cette nouvelle impulsion, de nouveaux objectifs et d'une plus grande considération pour le personnel. C'est quelque chose de fondamental.

Un mot sur le CPAS, mais je ne vais pas en dire plus parce que je pense qu'on aura l'occasion de parler du CPAS au moment où on présentera le budget, je suppose, mais voilà, plus d'un million d'euros en plus pour le CPAS, il faut le dire, il faut le signaler, le CPAS, c'est quand même notre bras d'action sociale ici à Molenbeek-Saint-Jean, c'est quand même l'outil public qui permet de garantir la dignité humaine à chaque Molenbeekois, chaque Molenbeekoise, pour ne laisser personne sur le bord du chemin.

J'ai vu dans votre programme que vous avez l'intention de créer des nouvelles plaines de jeux, des nouveaux espaces verdurisés, vous en avez parlé en long et en large, et c'est fondamentalement nécessaire dans nos quartiers.

Ensuite, j'ai une pensée pour madame Evraud. J'ai vu, c'est concret, c'est dans la note de politique générale et c'est déjà dans le budget pour les trois années qui vont arriver, c'est la création de maisons de jeunes dans tous les quartiers de la commune, donc également au Karreveld et à Beekant. Dans cette commune, on pense en tout cas à rassembler, nouer, je le dis parce qu'on a souvent fait ce genre de remarques ici. Je parlais de logements tout à l'heure, et vous parliez de mixité, mais dans votre note de politique générale, vous accordez une importance particulière au logement public et au logement adapté, les aînés, les PMR, les grandes familles. Pour moi, c'est ça s'occuper du public fragilisé. Ça, je trouve ça vraiment positif, vraiment fondamental. Le défi du logement, c'est la

rénovation, c'est la construction, c'est le maintien de nos populations dans nos quartiers, dans notre commune. Et puis, vous l'avez rappelé, vous l'avez dit, le maintien de la commission apolitique d'attribution des logements communaux qui date de l'époque de Mohamed Daif quand il était échevin parce que dans l'opposition, certains prennent un malin plaisir à s'attribuer cette dépolitisation de l'attribution des logements communaux, alors que ce n'est pas à ces gens-là qu'on la doit. Encore une fois, il y a ceux qui ont des slogans, des beaux discours et puis il y a ceux qui les exécutent, parfois plus discrètement, moins médiatiquement, mais c'est Mohamed Daif, sous la législature précédente, avant celle qui nous a précédée, qui a pu réaliser cela.

Pour suivre, la lutte contre les logements inoccupés, c'est dans le programme, la lutte contre les marchands de sommeil également parce que je pense qu'on ne peut pas à la fois rénover des logements, vouloir construire du logement social, vouloir construire de la mixité et ainsi de suite, si on ne lutte pas de manière sérieuse et efficace contre les logements inoccupés et les marchands de sommeil. Et là, évidemment aussi, on va certainement en reparler ici, mais il y a un défi qui nous attend, qui est extrêmement important, c'est la réorganisation en profondeur de la gestion du Logement Molenbeekois. C'est un défi qui nous attend, c'est une opportunité, certains ont voulu politiser le débat, moi je pense surtout qu'on a là un outil qui doit être au service des gens, au service de la population et on doit s'occuper de nos locataires au Logement Molenbeekois et je fais confiance au prochain président et à son équipe.

Et par rapport à ça, il faudrait quand-même attirer l'attention, parce que c'est une remarque qui est revenue très souvent ces six dernières années, vous avez dans votre programme étudié la possibilité de la création d'une société de rénovation sociale locale, d'économie sociale, afin d'améliorer le bâti, un peu comme le projet X à la Ville de Bruxelles, c'est excellent, ça c'est super. On a eu un échevin écologiste qui pendant six ans nous a expliqué par mille et une génuflexion que ce n'était pas possible ou que c'était difficile ou qu'il y avait moyen, mais quand on faisait appel à eux, ce n'était pas... Eh bien bravo, c'est dans votre programme, la volonté elle est commune et on vous encouragera en tout cas à le réaliser, je pense qu'on pourra rendre beaucoup de services à la population.

Vous avez parlé aussi de créer une équipe technique pour remédier rapidement à tous les défauts techniques dans les logements gérés par la Commune et le Logement Molenbeekois. Et permettez-moi de m'arrêter sur ces petits exemples-là, pour ceux qui considèrent que ce sont de petits exemples parce que c'est justement ça notre rôle je pense, c'est d'essayer de répondre aux préoccupations des gens, du quotidien, les petits soucis, les petits tracas et dans le Logement Molenbeekois ou dans les logements communaux, il y a quand-même beaucoup de difficultés par rapport à ça et là, on accompagne les gens.

Au niveau culturel, vous continuez à valoriser nos trois pôles et vous les avez cités, trois pôles culturels importants, Karreveld, CCM, Maison des Cultures et de la Cohésion Sociale. Et puis, je ne l'ai pas entendu, mais je l'ai lu, je ne l'ai pas entendu de votre bouche mais peut-être que vous l'avez dit, mais en tout cas je l'ai lu, rendre le musée gratuit, rendre le MoMuse gratuit...

Mme la Présidente :

Si, je l'ai même dit.

M. Ikazban :

Ah voilà, elle a tout dit, je le répète mais je le répète parce que c'est important. On a un musée communal qui a quand-même, voilà, dont les initiateurs y tenaient beaucoup et

fondamentalement il est là, il est présent, et on va le rendre gratuit pour les Molenbeekoïses et ça, c'est quelque chose d'important, de fondamental.

Comment ne pas souligner la création de l'échevinat de l'égalité des chances et des droits des femmes. Je pense qu'il faut le souligner, cela a le mérite en tout cas d'être clair, c'est un programme en soi, je pense qu'on aura pendant ces six ans une panoplie de projets qui viendront. Et puis, on a des conseillères et conseillers ici qui sont très actifs sur le sujet.

Au niveau de la propreté, c'est un défi aussi, c'est un très grand défi parce que c'est assez frustrant, on a beau avoir des balayeurs qui balaient, du personnel qui trime, qui travaille, qui essaie de faire son boulot convenablement, on a beau ramasser les dépôts le plus vite possible, il y a une incivilité qui fait que parfois on a l'impression qu'il y a un éternel recommencement. Et je pense que c'est un défi auquel il faut s'attaquer sérieusement et l'idée de rétablir la récolte des encombrants à domicile, c'est une excellente idée, nous l'avons espérée, souhaitée depuis longtemps et ça va être le cas et je trouve ça positif.

Pour revenir un instant sur la sécurité, quand vous avez abordé la sécurité et la prévention, j'étais, je suis très heureux de voir que dans le programme, vous parlez de la prise en charge efficace et complète des victimes de la toxicomanie et je pense que c'est important parce que là, c'est beaucoup de Molenbeekoïses qui sont victimes de toxicomanie. Et, soyons honnêtes, tous partis confondus, on n'a jamais réussi à trouver une solution pour ce problème. Il y a être ferme avec les dealers, avec ces gens qui vendent ces saloperies dans nos quartiers, c'est une chose, et là évidemment il y a la justice, le parquet qui doit faire son travail. Mais avoir une vision où on tend la main à des victimes de la toxicomanie, où on essaie de réfléchir à des solutions de prise en charge, je trouve cela extrêmement positif. Vous avez insisté aussi sur la police locale, je pense qu'on n'a pas assez, on n'insiste pas assez là-dessus, sur la nécessité d'avoir une police la plus locale possible, les policiers de quartier.

Le sport, matière que je connais bien, que j'ai eu la chance de gérer ici pendant douze ans et puis il y a un laps de temps où je pense qu'on n'a pas beaucoup avancé. Et en sport, comme dans beaucoup de domaines, qui n'avance pas recule. Et là, je constate avec beaucoup de satisfaction, et je pense qu'on a un échevin des Sports qui a pas mal d'idées, je pense qu'on a une Bourgmestre qui est sportive aussi, donc ce n'est pas innocent là-dedans, qui fait des bonds, des rebonds. Là, on a déjà un programme assez intéressant je trouve, vous avez mis le doigt en tout cas, vous avez vraiment mis le doigt là, vous avez donné des exemples, la salle de la piscine Namèche où pendant six ans on n'a rien fait, Sippelberg, on n'a plus rien fait depuis six ans. C'est extrêmement positif en matière sportive évidemment. Peut-être que j'apprécie l'idée d'élargir les plages horaires en soirée.

Et alors, je voudrais faire deux remarques, la première c'est sur les filles. Le sport pour les filles, pour les femmes, je pense qu'il faut y penser aussi de manière sérieuse. Ça veut dire quoi ? Ça veut dire qu'à un moment donné, je pense qu'il faut aussi imaginer, évidemment la création d'infrastructures sportives, mais aussi imaginer de réserver des plages horaires, la possibilité d'avoir des plages horaires qui se libèrent en fait. Parce que le problème de beaucoup de jeunes filles, et on m'en a parlé encore il y a peu, c'est que les plages horaires qui restent disponibles sont parfois des plages très tardives en soirée et qu'il y a peut-être quelque chose à faire pour favoriser la pratique sportive pour les filles, les jeunes femmes.

L'idée des fontaines d'eau, je trouve ça excellent. Les fontaines d'eau, non seulement voilà un projet bénéfique pour la santé, mais aussi pour l'environnement. Vous avez vu le nombre de bouteilles, il y en a ici d'ailleurs, vous avez vu le nombre de bouteilles d'eau qu'on utilise autour des stades, autour des terrains ? Si on pouvait éliminer ça, ce serait parfait. Et j'ai envie de dire, si je peux me permettre de rajouter un élément, I have a dream, c'est que

si dans tous nos clubs on pouvait arriver un jour, là je m'adresse à l'échevin des Sports, ça s'il y arrive, il aura encore un bon point supplémentaire, c'est un jour de ne plus avoir de boissons, ces softs qu'on vend et au lieu d'avoir des chips, d'avoir des fruits, au lieu d'avoir des cocas, d'avoir de l'eau - non, non, je veux dire, pourquoi pas. Si on peut y arriver un jour, ce serait pas mal, il faut trouver des moyens financiers et je pense qu'il y a des niveaux de pouvoir qui sont là pour ça.

Il y a un thème, une partie que j'appelle la vigilance de la commune. La vigilance de cette majorité par rapport à des projets de développement. Et je pense que cette majorité, le mois passé d'ailleurs, on a eu un débat là-dessus, vous avez déjà plein d'idées, plein de propositions dans vos cartons en prévision du développement du pôle de la Gare de l'Ouest, du site abandonné par Delhaize. Et ça, je pense que c'est important, c'est important d'avoir une majorité qui a déjà des projets, qui a déjà des idées, qui a déjà des propositions pour ne pas se retrouver le bec dans l'eau ou ne pas devoir assister à des développements qui se font sans elle.

Vous avez parlé du quartier des Etangs Noirs, je trouve que vous avez pointé un endroit vraiment difficile en matière de sécurité routière d'abord. Et je trouve que là, si vous arrivez à améliorer la situation, je pense que les habitants du quartier vous en seront totalement reconnaissants.

Alors, comment ne pas souligner et se réjouir du projet mille jobstudent qui prévoit des emplois pour les étudiants, pour les stages, pour les jeunes, je trouve que c'est extrêmement positif et il faut le souligner.

Comment ne pas également se réjouir de votre objectif 3% de personnes qui présentent un handicap, je trouve que c'est extrêmement positif. Là aussi, il y a très peu de communes qui répondent en tout cas à cet objectif-là.

Vous avez parlé de la prime logement, vous allez faire votre possible en tout cas pour la rendre automatique, c'est extrêmement positif, je pense que les gens sont demandeurs.

Et alors, vous avez terminé la fin de votre intervention par le chapitre sur la radicalisation et ce que je voudrais dire par rapport à la radicalisation, c'est que je pense que c'est un thème pour lequel Molenbeek a beaucoup souffert, injustement, l'image de Molenbeek, les habitants de Molenbeek, les jeunes de Molenbeek, des communautés en particulier ont énormément souffert de la radicalisation, de tout ce débat qu'il y avait autour alors que quand on regarde ce qui se passe dans le monde, quand on regarde les formes de radicalisation, en fait, tout le monde est victime. Les 100.000 habitants de cette commune ont été victimes de tout ça, ont été victimes de stigmatisation, ont été victimes de se retrouver dans une situation où ils étaient les boucs émissaires du monde entier et de cette image négative. Et je pense, madame la Bourgmestre, avec l'approche que vous avez, et ça c'est un thème qui me tient aussi particulièrement à cœur, l'approche que vous venez de développer, je pense que comme l'alchimiste, il y a moyen de transformer le plomb en or, il y a moyen de faire de cette situation difficile que nous avons connue quelque chose de positif pour l'avenir, quelque chose qui va nous booster, qui va nous requinquer et qui va nous projeter pour plusieurs années dans l'avenir.

Petite touche quand-même, vous avez parlé de l'idée du marché de Noël, marché de Noël 1001 nuits, c'est ça que vous avez dit, je trouve ça chouette, je trouve ça bien. Parce que non seulement, c'est une bonne idée, dans le centre de la commune, et vous avez fait le lien avec tout ce qui était Plaisirs d'Hiver, ce qui se passe autour de nous, tout ça pour dire que, voilà, à Molenbeek-Saint-Jean, on veut mener une politique brillante, avec des étincelles, avec plein d'étoiles, ouverte sur les autres parce qu'on n'est pas renfermé sur nous-même, on est ouvert sur les autres et finalement, c'est comme ça qu'on va rendre les

gens 100% fiers d'être des Molenbeekois. Ça, c'est important et c'est par des projets comme ça aussi qu'on va en améliorer non seulement l'image, mais le sentiment de fierté d'être des Molenbeekois.

Je termine, parce que vous avez-vous-même défini votre budget comme étant un budget responsable. Moi, je pense que c'est un budget responsable et ambitieux parce qu'évidemment les marges de manœuvre sont difficiles, vous êtes dans des marges de manœuvre difficiles, c'est le début, c'est le premier budget, même s'il est triennal. C'est le premier budget de cette majorité et il est prometteur parce que déjà, avec prudence, vous avez mis quand-même quelques jalons extrêmement intéressants, mais encore une fois, il faut avoir envie de les voir, il faut avoir envie de se rendre compte de cet effort qui a été fait, à mon avis cela vous a pris beaucoup de temps et encore une fois, les Molenbeekois seront satisfaits de cette politique ambitieuse, responsable et prometteuse et qui plus est sans rajouter une charge supplémentaire aux contribuables molenbeekois. Et pour ça, moi, je vous félicite et pour ça, nous soutiendrons évidemment votre note de politique générale et votre budget, je vous remercie.

Mme la Présidente :

Merci monsieur Ikazban.

Je donne la parole à monsieur Mahdaoui.

M. Mahdaoui :

Merci madame la Présidente, je passe juste après Jamal qui a déjà beaucoup dit, trop dit même, donc il ne me laisse plus beaucoup de choses à dire.

J'ai bien entendu votre note de politique générale, c'est une note très ambitieuse. J'espère juste, et je sais que vous êtes capable de le faire, d'aller jusqu'au bout et de faire tout ce qui a été mis. Néanmoins, j'ai quand-même deux petites questions par rapport à ce que vous avez dit.

Vous avez parlé des bus scolaires. Est-ce que nous avons toujours les quatre bus scolaires au charroi ? Parce que je sais que l'ancienne majorité les avait mis de côté, ils avaient fait appel à des sociétés privées. Si oui, est-ce que vous comptabilisez dans le budget les frais de réparation ? Parce que j'ai entendu qu'il y avait des frais de réparation.

Vous avez parlé d'engagements, est-ce qu'il y a une priorité qui est donnée aux Molenbeekois ?

Par rapport aux statutarisations, est-ce que les niveaux D seront prioritaires par rapport aux autres ? Parce qu'il n'y a pas eu beaucoup de statutarisations au niveau des niveaux D.

Et vous avez parlé de tourisme, mettre en avant Molenbeek, est-ce que vous avez pris contact avec l'institut Machtens qui fait de la promotion sociale et qui forme des bacheliers en tourisme ?

Voilà, c'étaient mes questions. Je connais très bien parce que j'ai un graduat en tourisme.

Mme la Présidente :

Merci beaucoup monsieur Mahdaoui.

Je donne la parole à madame Piquard.

Mme Piquard :

Je vous remercie madame la Bourgmestre et je me félicite également de tout ce que j'ai entendu ce soir. Contrairement à mon collègue Jamal Ikazban, je ne vais pas regretter l'absence de l'opposition, je crois qu'on a pu profiter clairement d'une lecture sereine, cool, relax-Max et on est tranquille.

(Rires - Gelach)

Mme Piquard :

Oui, tant pis, ils ne le liront quand-même pas, donc il n'y a pas de soucis.

Je commence, je voudrais faire un mini tour, moi, pas comme toi, Jamal, tu as été brillant. Mais toutefois, en ce qui concerne la jeunesse, la mise à disposition de locaux d'étude et notamment aussi les sorties en plein air, essayer que les enfants profitent des parcs, Muses, Marie-José, espace Saint-Rémy et tout ça, lors de leurs récréations, est pour moi une excellente idée car il est précieux que, par tous les temps, les enfants puissent être aérés, puissent disposer de locaux d'étude au calme car souvent, hélas souvent, ils sont consignés dans des logements trop exigus pour pouvoir vivre une vie scolaire normale.

En ce qui concerne les seniors, certes il leur faut des aspects adaptés à rester à domicile le plus longtemps possible et c'est souvent le souhait des seniors, et je m'en félicite. C'est écrit et ça a été dit, mais je souhaiterais aussi que dans tous les espaces publics, on puisse encore prévoir des espaces seniors à côté des espaces de la jeunesse, notamment à côté aussi d'un petit espace pour les animaux qui sont souvent leurs animaux de compagnie, de dernière compagnie dans leur vie en général. Mais je veux dire pour qu'on ne fasse pas des ghettos entre les générations. Déjà que la jeunesse, ça tient les vieux en forme, moi je crois que ce serait une excellente idée qu'on y fasse attention.

En ce qui concerne tous les aspects culture, bien sûr je ne vais pas revenir sur tout sauf que sur l'aspect gratuit du MoMuse, effectivement, ça me paraît une très belle initiative d'autant plus, je ne sais pas si on se souvient, il y a beaucoup d'habitants qui ont participé via des dons et des legs ici à l'élaboration de ce musée.

Outre les aspects culturels développés, je ne vais pas y revenir, j'ai une petite proposition, si je peux me permettre. Elle ne coûte rien je crois ou très peu, ce serait l'installation de boîtes à livres où on peut déposer des livres qu'on a lus, qui plaisent. Un livre, ça se partage à mon sens et à la limite, où on peut en prendre un. Ici dans notre commune, on manque vraiment de bons libraires et donc, je me disais que ce genre de service peu onéreux, soit aux abords du Karreveld, dans un parc, ça pourrait être très utile.

Pour le personnel communal, favoriser la statutarisation, leur formation et la promotion, pour moi c'est une excellente initiative et je crois que beaucoup de membres du personnel l'attendent.

En matière de sécurité routière, à mon sens, au vu des nombreuses pistes cyclables qui ne sont pas trop sécurisées vu les trois tests de certaines de nos rues, il est vrai que je suis contente qu'on arrive à 95% de mettre la commune à 30km/h. J'espérerais que pour que tout le monde s'y retrouve, qu'en définitive on puisse en arriver un jour à mettre à 100% à 30km/h. Personnellement, je n'ose plus m'aventurer dans une rue quelle qu'elle soit ici à Molenbeek, ça ne sert à rien de gaspiller son essence et son énergie pour rien.

En ce qui concerne les abords d'écoles, j'étais toujours, parce que moi je ne suis pas contre la voiture nécessairement, mais j'étais quand-même pour autant que faire se peut qu'on instaure un kiss & ride, parce que ça peut toujours être utile aux parents qui doivent courir d'une crèche à un endroit, à une école dans un autre endroit, ils n'ont pas nécessairement les facilités de prendre un autobus par tous les temps et d'arriver à l'heure à l'école.

En ce qui concerne la construction de bâtiments passifs, je me permets d'attirer l'attention que c'est une très bonne initiative écologique, mais qu'il faut initialement et toujours prévoir, en ce qui concerne les logements privés, une formation à l'usage parce que sans quoi, ça ne sert plus à rien, ça n'a plus son usage tel qu'il est défini et que souvent dans les constructions publiques, un semi-passif est moins onéreux au fonctionnement qu'un passif parce que ce n'est pas toujours adapté.

La dynamique des conseils de quartier est une initiative que je trouve hyper excellente et j'attends plus tard, au cours de cette législature, les modalités un peu plus pratiques de mise en route et d'instauration de ce système.

En ce qui concerne l'environnement, et j'en ai bientôt fini, utiliser moins la voiture, oui, je serais disons d'accord, mais je trouve que c'est toujours, en matière de mobilité, une mauvaise idée que de les ralentir par des chicanes ou des feux de signalisation qui ne se suivent pas de façon fluide parce que des voitures qui démarrent et qui s'arrêtent et qui redémarrent et qui s'arrêtent, à mon sens polluent beaucoup plus qu'une voiture qui peut rouler cool sur un même trajet. Et il y a d'autres, dans les mégapoles, d'autres moyens pour disons ne pas punir et priver la voiture mais en tout cas veiller à ce qu'elle pollue moins.

J'en termine par la création du marché des 1001 nuits, excusez-moi mais ça m'intéresse très fort et je trouve ça une excellente initiative parce que pour notre commune déjà, même si ça porte, le souhait porte plus loin que notre commune, pour nous, c'est essentiel vu notre diversité culturelle.

Mme la Présidente :

Merci madame Piquard.

Je donne la parole à madame Liekendaël.

Mme Liekendaël :

Je vous remercie madame la Présidente, je ne vais pas répéter tout ce que mes collègues ont déjà dit, mais concernant le budget, je constate et j'en déduis que, en fait, nous avons un budget en équilibre et qui dégage même un boni, sans augmentation d'impôts ou de taxes communales. Je note également qu'il a fallu faire des choix pertinents, des choix qui passent par 58 engagements sur trois ans dans différents services dont l'enseignement.

Enfin, plusieurs secteurs ont vu une augmentation de leur budget, notamment l'informatique, la propreté, les garderies ou encore les guichets d'accueil.

Par contre, concernant la déclaration de politique communale, là, franchement, la présentation que vous avez donnée a été très claire et je constate qu'il s'agit d'un projet très ambitieux, très concret et qui fait suite à une réelle réflexion approfondie. Donc j'en félicite le Collège et bien sûr les services qui ont travaillé sur le budget et sur la déclaration de politique communale.

Mme la Présidente :

Merci madame Liekendaël.

Je donne la parole à madame Evraud.

Mme Evraud :

Merci madame la présidente, je vais dire comme tout le monde, j'apprécie tout ce qui a été dit juste avant. J'ai juste des petites touches, des petites remarques à vous dire.

Par exemple, concernant le quartier Paloke dont vous parliez, la route est tellement défoncée que cette route est excessivement dangereuse. J'avais déjà signalé, il y a un an ou deux, parce que j'ai failli avoir un accident et donc je me dis que pour faire venir les enfants et avoir un programme ambitieux il faudrait peut-être d'abord refaire la route.

Et alors, je ne sais pas si vous avez entendu parler des vélos-bus. C'est une initiative qui se passe en Normandie et je pense que Jette va essayer aussi. C'est donc, comment dire, comme des cuistax, mais plus grands avec la possibilité de mettre cinq ou six enfants, vélos-bus. Et donc il y a un animateur qui, évidemment, c'est électrique, et les enfants peuvent pédaler, donc ils font quand-même un peu d'exercice, il y a même un toit qui peut se mettre quand il fait mauvais. Et ça permettrait peut-être aussi de permettre aux enfants d'être à l'école plus facilement.

J'avais pensé, il y a déjà quelques temps, à proposer un bus qui circulerait dans toute la commune et qui ferait un circuit à tous les endroits importants, par exemple, les écoles de 7h30 à 8h30 et puis les centres commerciaux pendant la matinée, les centres de spectacles s'il y a des spectacles l'après-midi et le soir etc., qui pourrait circuler jusqu'à 23h00 par exemple, ce qui permettrait aux gens de pouvoir bouger dans la commune sans devoir prendre le transport en commun, les personnes âgées pourraient les prendre plus facilement et ça pourrait peut-être même, on ne sait jamais, être gratuit.

Au niveau des écoles, je me disais que ce serait peut-être chouette, parce que j'ai vu qu'il y avait des initiatives comme ça, de mettre des bacs où les enfants peuvent cultiver des salades, du persil ou n'importe quoi et poulaillers parce que cela les initie aussi à la nature. Au niveau des écoles, je me suis évidemment réjouie d'entendre que vous vous occupez des autistes et des troubles pour les enfants. En plus des logopèdes, est-ce qu'il ne serait pas intéressant d'avoir au moins une kiné ? Parce que souvent les enfants ont des postures qui ne sont pas bonnes et si on les corrige assez tôt, ça peut leur permettre de se développer mieux, en tout cas c'est une kiné qui me l'a expliqué.

Je n'ai pas entendu parler d'informatique et je pense qu'il serait peut-être intéressant, l'échevin dresse l'oreille, non seulement d'aider les personnes âgées qui n'ont pas d'accès à internet parce que, de plus en plus, elles sont complètement paumées. J'en ai entendu beaucoup ces derniers temps qui sont vraiment... et au niveau des écoles, peut-être penser à l'intelligence artificielle et à insister sur des formations robot etc. parce que c'est l'avenir.

Pour la toxicomanie, j'en ai déjà parlé, il y a un plan de lutte en Suisse romande qui fonctionne très bien. Il serait peut-être intéressant d'avoir un partenariat avec ces gens-là parce qu'ils sortent des jeunes de toxicomanie.

Au niveau des handicapés, je voudrais vous proposer d'aider sérieusement les handicapés qui veulent créer leur emploi ou qui veulent créer une entreprise.

J'ai presque fini vous savez.

Au niveau d'Arcadia, j'ai vu que quand on met des animaux avec les vieilles personnes, ces personnes sont en général beaucoup plus calmes et même parfois plus ouvertes et plus attentives etc. Je voudrais vous rappeler que nous avons l'ALE pour aider les vieilles personnes et qu'on ne le sait pas assez et qu'on devrait peut-être intensifier les aides par exemple pour les aider pour faire les courses, les aider comme personnes de compagnie, les aider pour les gros déménagements, pour les gros encombrants etc.

Pour l'épicerie sociale, merci d'y avoir pensé. D'abord, si j'ai réagi comme ça lundi, c'est parce que pour le moment, l'épicerie sociale manque de deux personnes absolument, les employés font des heures supplémentaires, je ne sais pas combien de temps ils vont encore tenir. Pour vous donner un ordre de grandeur, en huit mois, le nombre de colis alimentaires a été doublé, on est passé d'entre 50 et 70 par distribution et maintenant on va jusqu'à 130, et ça augmente. A un moment donné, je ne sais pas comment ils tiennent encore, franchement, on leur demande vraiment beaucoup. C'est pour ça que j'étais un peu stressée. Donc avant peut-être de créer quelque chose de plus, il faudrait bien structurer votre épicerie sociale pour qu'elle serve de modèle et à ce moment-là pouvoir créer autre chose.

Je vous signale des petites fautes de frappe, je ne sais pas si c'est utile. Il y a donc au point, le point 18 page 34, est le même que le point page 39, le point 16. Il y a aussi une faute de frappe dans la page 22 et à la page 30.

Et je voudrais aussi vous parler de Cornimont. Il faudrait peut-être intensifier les relations et apaiser les relations entre la population et Cornimont parce que j'ai des amis qui habitent là-bas et les jeunes de Molenbeek parfois...bon...et en plus, ils m'ont signalé qu'il y avait eu un problème de pédophilie et personne ne s'en est inquiété. Il y avait un cultivateur qui faisait soi-disant des promenades en tracteur et puis...il faudrait vraiment faire attention aux interactions entre la population, surtout quand elle peut faire du tort.

Et je pense avoir dit tous les petits points. Il y a quelque chose qui vient de sortir au niveau des poubelles, c'est que dans mon quartier maintenant, il y a des gens qui mettent des sacs, des sacs poubelle avec des choses à donner. Donc on dépose des sacs avec du brol à donner, ça vient de sortir. Je vous remercie.

Mme la Présidente :

Merci madame Evraud.

Je donne la parole à madame Garcia.

Mme Garcia :

Madame la Présidente, mesdames les Echevines, messieurs les Echevins, je tiens à saluer le travail que vous accompli pour la rédaction de cette note de politique communale.

Je note l'ossature solide des politiques qui sont à mener pendant cette législature.

Je note que conformément à votre déclaration de principe en termes de bonne gouvernance et de transparence, les politiques dont il est question seront soumises à évaluation.

Je note l'importance que ce collège accorde à la participation citoyenne et ce, de manière transversale.

Et enfin, je me félicite de faire partie d'une majorité dont les lignes de conduite sont empreintes d'esprit collectif, inclusif et de justice sociale.

Mme la Présidente :

Merci madame Garcia.

Je donne la parole à monsieur Duquesne.

M. Duquesne :

Merci madame la Présidente, j'aimerais à mon tour remercier les personnes qui se sont impliquées dans l'élaboration du budget, c'est un travail considérable et qui demande de prendre des décisions courageuses car on aimerait faire beaucoup, beaucoup plus, mais il y a malheureusement les contraintes financières qui sont exigeantes.

Je ne vais pas présenter une seconde fois le budget comme l'a fait mon collègue Jamal avec tellement de détails parce que je le rejoins sur l'ensemble des points qu'il a décrits.

Je m'arrêterai simplement sur deux éléments qui me tiennent à cœur, que j'avais développés pendant ma campagne et que je retrouve de manière très forte avec plaisir dans tout ce que j'ai entendu.

C'est d'abord la lutte contre l'isolement de nos seniors avec de nombreux projets. C'est vraiment formidable et j'espère qu'on pourra tenir ces engagements, c'est important, et en particulier la formation aux outils informatiques qui est une solution efficace pour casser cet isolement.

Et le second point qui me tenait à cœur, évidemment c'est le sport. Je suis convaincu que c'est une arme de destruction massive pour la diversité, pour le mélange. Et pour illustrer simplement ça, il faut savoir qu'au mois de juin, la Commune va accueillir deux à trois mille enfants pour les jeux olympiques de la jeunesse et donc c'est vraiment un bon exemple de ce qu'on peut faire avec le sport. Ce seront des enfants de la capitale cette année et probablement, en tout cas c'est dans les souhaits, international, l'année prochaine avec plusieurs pays. Et j'ai entendu que c'étaient plusieurs millions sur trois ans qui vont être investis dans les infrastructures et je m'en réjouis également. Merci.

Mme la Présidente :

Merci monsieur Duquesne.

Je donne la parole à madame Raiss.

Mme Rais :

Bonsoir, il s'agit d'un budget ambitieux, mais prudent et qui répond à de réels besoins, c'est ce que j'aime, vraiment.

Je vais m'arrêter sur quelques points, vu que mon collègue Jamal Ikazban a déjà fait un exposé assez complet, je n'ai pas dit long, mais complet. Donc je vais m'arrêter à quelques points qui me tiennent vraiment à cœur.

J'ai noté une augmentation du personnel, 45 personnes on avait dit...

Mme la Présidente :

En fait, le chiffre de madame Liekendael est le bon, je viens de vérifier, c'est 24, 20, 12, c'est 56, il y a une erreur qui s'est glissée.

Mme Rais :

56 personnes, c'est encore mieux.

Une pension pour nos agents contractuels. Il s'agit d'une majoration mensuelle. Je n'ai qu'à applaudir cette mesure-phare qui constitue une valorisation concrète du personnel et qui ne s'est pas fait attendre. Je vous remercie pour ça et je suis vraiment fière de faire partie de cette majorité et de pouvoir vivre cette mesure-phare.

Au niveau de l'enseignement, des mesures fortes ont été également prises. Renforcement de nos écoles au niveau du personnel entretien et des travaux, un nouveau projet qui va être mis en place, un projet inclusif au sein de l'école la Flûte Enchantée. On parle de plus de quinze millions d'euros de prévus pour la rénovation de nos écoles. Donc il s'agit parfois de travaux minimes, mais tellement importants pour nos enfants et les parents qui se plaignent assez souvent d'un manque d'hygiène au sein des écoles. Il y a une école juste ici à côté, l'école 2, les conditions d'hygiène sont catastrophiques, on demande même parfois aux parents d'élèves de venir nettoyer eux-mêmes les toilettes parce qu'elles ne sont pas faites par le personnel qui devrait le faire. Je me réjouis de cette mesure-là.

Je vais continuer par une mesure qui me tient également fortement à cœur parce que j'ai initié il y a cinq ans le projet Maritime Student Job Day et là, je vois qu'on s'engage à mille jobs étudiants, comment ne pas se réjouir. Mais je voudrais vraiment qu'on s'y attèle et qu'on prenne ce projet vraiment à cœur, vu qu'il manque une véritable transparence au niveau de la publication des postes, des jobs étudiants au niveau de la commune. Plusieurs services proposent des jobs étudiants, mais ils ne sont pas publiés sur le site. Je voudrais que ce soit fait comme d'autres communes le font et il faudrait aussi faire en sorte que nos jeunes molenbeekoïses aient la priorité sur l'engagement de ces jobs étudiants. La commune d'Anderlecht le fait, les Anderlechtoïses ont la priorité, il faudrait qu'on prenne cet exemple également, je trouve ça très très important.

Un autre point et celui-ci c'est un coup de cœur. J'aimerais vraiment saluer l'action qui a été mise pour une partie non négligeable de certains jeunes et moins jeunes de notre commune qui malheureusement sont passés par la case prison. Ces personnes-là paient malheureusement assez souvent une double peine. Une fois leur sortie, la société leur inflige encore une double peine à savoir qu'à cause d'un casier judiciaire, ils ne trouvent pas d'emploi, ils sont parfois formés à différentes fonctions, mais malheureusement ils ne trouvent pas d'emploi. Donc si la commune de Molenbeek pourrait s'y atteler et faire vraiment quelque chose de concret, je trouve qu'on sauverait une partie non négligeable des personnes qui se retrouvent au chômage aujourd'hui. Je serais vraiment curieuse de savoir combien des personnes au chômage sont au chômage dû au fait qu'ils ont un casier judiciaire. Dans ce quartier où j'ai grandi, ça fait trente ans, plus de 30 à 40%, je n'ai pas les chiffres actuels, sont au chômage. Un grand nombre d'entre eux sont des jeunes, ces jeunes-là, malheureusement, sont pratiquement, je ne dis pas tous, passés par la case prison. Quel avenir avons-nous à proposer à ces jeunes ? Et c'est vraiment un coup de cœur que j'aimerais qu'on salue, qu'on applaudisse même car franchement, ça me tient vraiment à cœur, j'en ai même les larmes aux yeux et je voudrais vous dire merci, merci pour ça. Je vais m'arrêter.

Mme la Présidente :

Merci madame Raiss. C'est vrai que certains quartiers sont plus touchés par cette problématique que d'autres, comme vous je suis vraiment sensible par rapport à cette thématique.

Je donne la parole à madame Agic.

Mme Agic :

Merci madame la Présidente, merci pour la présentation de ce travail, un travail de fond avec beaucoup de mesures concrètes et ça fait du bien de voir du concret. Beaucoup a déjà été dit, donc je ne vais pas revenir sur ça. Peut-être juste m'attarder sur deux nouveaux échevinats qui me tiennent particulièrement à cœur, l'échevinat du droit des femmes et celui de la participation citoyenne.

D'abord un petit détail, mais qui est très important pour moi, une petite erreur s'est glissée. C'est bien l'échevinat, je pense, des droits des femmes et pas du droit des femmes, très important dans le message que l'on envoie.

Ensuite, pour l'échevinat de la participation citoyenne, je voulais un peu savoir dans quelle période on peut s'attendre à voir notamment la diffusion du conseil communal en streaming ou encore, la disposition pour l'ensemble des citoyens des documents sur le site internet ? Je pense que c'est quelque chose à mettre rapidement en œuvre. Voilà, c'est tout, ce sont mes deux petites remarques.

Mme la Présidente, Françoise Schepmans :

Merci madame Agic.

Je donne la parole à monsieur Daif.

M. Daif :

Merci madame la Présidente, je serai bref puisqu'on a dit beaucoup de choses. D'abord par rapport à l'administration communale, par rapport au personnel, je souhaiterais savoir pour le niveau E, est-ce qu'il va exister toujours ou bien le Collège souhaiterait le supprimer ? Parce qu'évidemment, si on veut pousser un peu l'administration à valoriser, c'est par cela aussi que c'était toujours un souhait de le voir supprimé.

Deuxième chose, concernant les taxes, comme c'est un projet triennal, nous avons voté évidemment les taxes fin du mois de décembre, tous azimuts. Mais je souhaiterais évidemment pour le budget de l'année prochaine, certaines taxes devaient être révisées, certaines sociétés aussi, certaines entreprises engagent des personnes non qualifiées, principalement des Molenbeekoïses, c'est un souhait, nous verrons au budget 2020, au budget 2019 on n'avait pas encore le temps de s'attaquer à ça, notamment aussi le précompte professionnel qui lui aussi, parce qu'il draine aussi la main-d'œuvre, ça aussi on verra en budget.

Concernant l'enseignement, le grand souci, c'est l'absentéisme des enseignants. Comme le Collège a dit qu'il va engager sur fonds propres, c'est une bonne chose qu'on ait déjà fait ça. Mais évidemment, ce n'est pas uniquement, ça ne doit pas se limiter uniquement aux profs, mais pour toute forme d'absentéisme qui est très importante, parce que c'est ça qui provoque un peu le décrochage.

Dans la section réunie, j'avais posé la question sur la prime aux propriétaires parce que dans les documents, c'était écrit mono-propriétaires et aujourd'hui, madame la Bourgmestre l'a répété aussi. J'imagine que la réponse qu'elle a donné en section, c'est le propriétaire occupant, qui occupe un truc, il peut être multiple, mais c'est le propriétaire par rapport au domicile.

Un point aussi concernant le troisième âge, les maisons de repos. Juste pour dire une remarque, que notre population a changé et au niveau culturel aussi. Il faut aussi qu'on tienne compte des changements parce que dans certaines cultures, on n'avait pas l'habitude de placer les parents dans les homes. Maintenant c'est fait, mais ces personnes-là, elles ont aussi une culture et je souhaiterais que le collègue soit attentif à cette dimension-là, que ce soit d'une façon directe via les communes ou que ce soit d'une façon indirecte via le CPAS et via Arcadia. Et donc il faut un peu aussi, pour ces personnes-là, respecter leur culture lorsqu'elles sont dans des maisons, homes, et ça va devenir de plus en plus malheureusement, c'est la vie, c'est comme ça.

Enfin, le dernier point. On a parlé de fontaines d'eau, j'aimerais attirer l'attention par rapport à des toilettes dans les parcs publics, ce qui manque, pendant qu'il fait chaud les enfants, les familles se promènent et c'était toujours, quand j'étais là, c'était toujours un problème d'essayer de trouver une solution à ce problème-là. Parce qu'il y a des enfants, à un certain moment qui doivent faire, donc il faut trouver une solution dans les parcs, notamment quand il fait chaud, notamment quand il fait beau, il y a beaucoup de monde, d'essayer de trouver un coin de toilette pour soulager ce besoin naturel.

Mme la Présidente, Catherine Moureaux :

Je donne la parole à monsieur Eylenbosch.

M. Eylenbosch :

Merci madame la Présidente, la politique de la chaise vide, pour moi, c'est quelque chose que je ne comprends pas parce que je me fais simplement une petite réflexion, mais combien de livres d'histoire font état du fait que des personnes qui se sont retirées lors d'une assemblée sont citées ? A ma connaissance, je n'en connais aucun, on parle toujours du résultat du vote et non pas de l'absence de ceux qui s'y opposaient.

Par rapport à ce qui a été dit, je voudrais un petit peu compléter les propos de monsieur Ikazban quand il parle du logement, et vous également madame la Présidente, oui du logement public, c'est important, nous en avons besoin. Néanmoins je ne suis pas convaincu que ce soit la seule arme qui doit être utilisée. Nous savons pertinemment bien que vu la demande et le nombre de personnes qui sont en attente d'un logement décent et certainement d'un logement à un prix correct, il faudra peut-être aussi penser à un moment donné à avoir une politique qui concerne le privé. Je sais bien que cela ne relève pas de la commune, que cela relève probablement d'un pouvoir supérieur. Néanmoins, c'est une réflexion qu'on va devoir avoir parce que quand vous avez plus de 40.000 ménages qui sont en attente d'un logement, ce n'est pas la construction d'une centaine de logements supplémentaires chaque année sur la commune qui pourra à un moment donné pallier ce manque. C'est une politique globale du logement qui doit être menée et pas simplement penser à de la construction. Par contre, je m'inscris complètement dans ce que vous avez dit par rapport à des problèmes de mixité.

J'ai une petite pensée également pour les chaussures des gardiens dans le sens où, effectivement les gardiens de la paix, mais également les agents de prévention du Logement Molenbeekois puisqu'ils sont aujourd'hui équipés de la même façon hormis la couleur de la

veste, avaient déjà fait état également du fait qu'ils avaient des chaussures en mauvais état et donc je vous remercie que cet élément-là ait été apporté.

Vous avez également parlé des problèmes de pollution au niveau des écoles de telle façon qu'on puisse améliorer l'air etc., je me réfère à, je ne sais plus si c'est hier ou avant-hier que dans un journal, je ne sais plus sur quelle chaîne, peu importe, mais c'était ici en Belgique, une analyse avait été faite par rapport à des pollutions qui avaient eu lieu, c'était dans un milieu rural et pas dans un milieu urbain, où on avait détecté que des pollutions qui datent déjà de plusieurs dizaines d'années étaient encore toujours présentes dans les locaux. Et donc je me pose la question de savoir si les pollutions qui existent en site urbain sont également encore toujours présentes dans les écoles ? Et la question qu'on pourrait se poser, c'est de savoir comment on pourrait arriver à nettoyer ces pollutions qui se trouvent quand-même dans des locaux qui sont fréquentés par de jeunes enfants. Non, non, la pollution en question, c'était, comme c'était en milieu rural, il y avait les épandages, les produits chimiques qui étaient utilisés pour fertiliser le sol, tout ça ça volait et ça s'est déposé. On a fait état, dans des analyses qui ont été posées, que cette pollution-là, il y a des produits qui étaient encore présents dans les écoles alors qu'ils ne sont aujourd'hui plus utilisables par la législation et qui datent de plus de dix, quinze ans. Et donc voilà, on peut se poser la question à ce moment-là, si des pollutions qui existent en site urbain sont également présentes et de voir à ce moment-là comment on peut assainir les locaux des enfants et pas rien que des enfants, tous les lieux publics où les gens doivent rester un certain temps. Ça peut être intéressant de penser à voir comment faire.

Ensuite, je voudrais rebondir sur la politique de l'eau, c'est très très bien les fontaines, vous avez un échevin qui a fait quelques années maintenant également dans l'eau auprès de Vivaqua, et Hydrobru avant ça, comme moi. Il y a un projet qui a été initié grâce à la collaboration entre le Logement Molenbeekois et la commune à l'avenue de Roovere pour un travail sur l'assainissement des eaux pluviales et la percolation sur le lieu où elles tombent. Je crois que c'est quelque chose qui doit être accéléré également et pas simplement dans le cadre d'une collaboration au niveau des bâtiments où des lieux de percolation naturelle existent, mais il y a également des technologies qui existent aujourd'hui qui permettent la percolation de l'eau sur des voiries, sur des trottoirs etc...et que lorsque il y a de grandes rénovations qui se font, il serait peut-être intéressant de penser à créer ce système-là également de telle façon que les eaux pluviales, au moment où elles tombent, ne sont pas ramenées vers les égouts, ensuite vers les centrales d'assainissement parce que ça coûte très très cher. Merci madame la Présidente.

Mme la Présidente :

Merci monsieur Eylembosch.

Merci à tous pour vos nombreuses questions et remarques. Je vais commencer peut-être, puis je donnerai la parole aux Echevins.

Actuellement, en fait, monsieur Ikazban, vous n'avez pas vraiment posé des questions, vous avez plutôt dressé un constat. C'est parce que je vais commencer tout de suite par les questions de monsieur Mahdaoui, mais c'est parce que la nature de votre intervention était différente.

Les bus, monsieur Mahdaoui, on a toujours deux bus actifs aujourd'hui. Dans le budget, si vous avez vraiment été dans le détail total, vous avez pu voir que pour l'année prochaine, on a pris une sous-traitance avec Keolis pour un bus supplémentaire par rapport à cette année-ci. L'objectif final, c'est de se passer de la sous-traitance chez Keolis et de réinvestir dans des bus. Ce n'est pas le cas pour l'instant, pourquoi, parce qu'on a encore des difficultés avec le personnel pour l'instant, on a un chauffeur qui est absent, on a un

chauffeur qui peut travailler, mais dans des horaires un peu, pas tout à fait habituels. On va en fait réformer ce système pour réinvestir dans des bus publics, plus de bus et se passer des services du sous-traitants, mais ce sera un peu plus tard, aujourd'hui ce n'est pas possible malheureusement.

Sur la question de la statutarisation, j'ai essayé de l'expliquer aussi bien que possible. Il nous faut un plan stratégique de statutarisation pour pouvoir remplir ces 150% de statutarisations qui sont une nouveauté. Et notre souhait, et on a déjà eu trois réunions sur ce sujet-là, rien que sur ce sujet-là, c'est de trouver une façon de travailler qui soit juste, qui soit cohérente de manière à ce que la situation puisse être comprise de manière très évidente par le personnel et acceptée, il faut que cette solution soit transparente et explicable. Et donc juste pour vous signaler qu'en fait, c'est le niveau E qui est le niveau le plus bas de statutarisation pour l'instant dans notre commune, pas le D. Et donc il y aura certainement un effort qui sera fait, particulier pour eux, parce que là on est à des taux ridicules, je crois qu'on est à 6% de statutaires dans les E. C'est quelque chose d'absolument incroyable et on est, on n'est pas les derniers dans la région au niveau communal, mais il y en a encore trois derrière nous, donc on est vraiment à la queue pour les niveaux E dans les statutarisations, sachant qu'en plus chez nous, les niveaux E sont bloqués dans le niveau E aujourd'hui alors qu'il faudrait qu'ils puissent avoir une forme d'évolution dans leur carrière. Et donc là aussi, on est en train de chercher des solutions. Moi, ce qu'ai confié comme mission à la directrice des ressources humaines, c'est de nous proposer un plan qui tienne compte de la volonté de faire évoluer un maximum de personnes et de tenir compte, donc c'est-à-dire donner des perspectives de carrière à un maximum de personnes. On sait que cela va motiver beaucoup et puis c'est juste aussi, c'est beaucoup plus juste que de laisser tout le monde là où il est et de tourner le dos aux gens. Mais donc, pour tout vous dire, cela demande un travail considérable qui est en cours. La Région a produit aussi un travail mais qui est arrêté pour l'instant vu la perspective de l'élection qui arrive, la Région essaie de guider aussi les communes. Notre souhait, c'est que la Région puisse nous aider financièrement si elle a des impositions du passage de E en D parce que financièrement, pour une commune comme la nôtre qui a connu peu de statutarisations les dernières années, et qui par ailleurs comprend beaucoup de niveaux E et dont très peu sont statutarisés, si demain la Région décidait qu'on doit d'un claquement de doigts transformer nos E en D, ce ne serait pas possible sans l'aide de la Région parce qu'au bas mot, cela vaut trois millions d'euros, cela a été estimé, donc trois millions d'euros juste pour cette simple mesure-là. Donc ici, dans la statutarisation, comme j'en ai parlé, à 150%, il y a un travail qui est en cours pour savoir qui est prioritaire et la volonté qu'il y a là derrière, c'est que les choix soient faits de manière transparente et juste. Et certainement les niveaux E seront concernés, plus concernés que les autres parce que c'est là où il y a le moins de statutaires aujourd'hui. Du coup, cela va aussi un petit peu sur une des questions, je crois de monsieur Daif, parfait, vous avez eu des questions qui se rejoignent un petit peu.

L'espace public pour les seniors, c'est moi qui ai la matière des seniors en portefeuille dans le Collège. Je dois dire que moi, j'ai plutôt fait le constat que les seniors et les familles ont globalement les mêmes besoins. C'est-à-dire qu'ils ont besoin d'espaces verts, ils ont besoin de trottoirs assez larges, ils ont besoin de sécurité routière et ils ont quand-même besoin de pouvoir dormir la nuit, je vais résumer comme ça. Cela veut dire que l'essentiel de leurs besoins, entre les seniors et les familles, ce sont les mêmes besoins. Et donc nous on va devoir de travailler à la réalisation de ces besoins-là. Derrière, la question que vous posez sur est-ce qu'il faudrait réserver des espaces publics pour les seniors ? Ce n'est pas la manière dont j'aborderais les choses, j'aborderais plutôt les choses en disant comment est-ce qu'on va partager, d'accord mais alors je le reformule comme ça, comment est-ce qu'on va partager l'espace public dans l'esprit qu'effectivement on a essentiellement les mêmes besoins, mais on a aussi des besoins différents, un peu différents. Et évidemment, les enfants qui jouent au ballon, il ne faut pas que cela tombe sur les lunettes d'un vieux monsieur qui lit sur le banc. Partager les espaces publics cela commence par

démultiplier les espaces publics ouverts à tous, pourquoi, parce que je vais prendre un exemple que tout le monde connaît ici, à deux pas de la maison communale, on a le parc Bonnevie. C'est un parc en fait qui est toujours saturé, dès que vous avez un petit peu de beau temps ou même pas d'ailleurs, dès que vous êtes en-dehors des heures d'école, le parc est saturé. Là, on a une difficulté parce qu'on n'a pas assez d'espaces publics et dans bien des quartiers. Ça, c'est la difficulté première, plus que le partage encore, c'est le fait qu'il y en a tellement peu que forcément cela entraîne des difficultés et ça n'entraîne pas que des difficultés entre les familles et les plus âgés, cela entraîne des difficultés entre les familles et les familles, entre les plus âgés et les plus âgés et ainsi de suite, cela entraîne beaucoup de difficultés parce qu'on n'en a pas assez. Et donc, c'est dans cette idée-là qu'on veut avoir plus d'espaces publics de qualité, qu'on veut avoir plus d'espaces verts pour tous et comme ça, à mon avis, vont venir aussi des solutions pour le partage, mais la première nécessité, c'est d'avoir plus d'espaces publics de qualité.

J'en discutais avec madame Schepmans qui est l'échevine en charge de la Culture, votre idée de boîtes à livres nous séduit particulièrement. Donc je pense qu'elle va sans doute en reparler aussi.

Le vélo-bus, je ne connais pas, ça à l'air tout à fait intéressant, on va certainement se renseigner là-dessus.

Madame Evraud toujours, vous me demandiez si on pourrait imaginer que nos écoliers aient des bacs à potagers ou des poulaillers. Eh bien oui, non seulement oui, mais cela existe déjà dans plusieurs de nos écoles. Ce n'est malheureusement pas assez connu. Je vais donner deux exemples, l'école 5 a des bacs potagers, l'école 18 a des poules, ce sont deux exemples, il y en a plusieurs qui ont des projets de potagers, des choses plus ou moins abouties etc.

Vous avez parlé de l'idée d'utiliser les animaux sous forme de thérapie contre l'isolement etc., je pense que vous avez fait naître en moi une idée nouvelle, je vous en remercie. C'est d'utiliser aussi la maison de la nature pour nos seniors parce que, là, on va accueillir des animaux, très rapidement. Et c'est vrai qu'on a l'habitude d'utiliser, enfin, d'imaginer qu'on va utiliser cette maison de la nature uniquement pour les enfants et je trouve que votre proposition est vraiment très intéressante.

L'informatique, je laisserai l'échevin répondre.

La médecine, vous parlez de la posture, eh bien, on va pouvoir faire quelque chose de votre idée. Je ne pense pas qu'on va pouvoir engager un kiné parce que ça c'est très compliqué. Par contre, qu'on puisse prévoir dans une de nos journées pédagogiques un module de formation pour nos enseignants sur cette question, ça, ça me semble une bonne manière d'aller aider à améliorer la situation dans nos classes.

Epicerie sociale, j'ai essayé de vous répondre tout à l'heure, donc je répète. La volonté, et du CPAS et de la Commune, c'est d'investir davantage dans l'épicerie sociale. Ça va se marquer par un partenariat et ça va se marquer, comme je l'ai expliqué, par la volonté d'au moins avoir un site supplémentaire de délivrance de colis.

Madame Garcia, merci pour ce que vous avez lu et entendu dans notre déclaration. Vous avez souligné un point important, c'est la question de l'évaluation, tout à fait, nous n'allons pas foncer en hurlant à tue-tête, nous avançons à pas raisonnés avec des projets pilotes à plusieurs niveaux pour essayer de donner vraiment les meilleures chances à nos projets et merci d'avoir souligné ce point. Merci aussi des mots que vous avez utilisés sur l'esprit collectif et de justice sociale et le caractère éthique de nos propositions.

Monsieur Duquesne, merci aussi d'avoir souligné le travail considérable réalisé. Effectivement, il y a un travail considérable qui a été réalisé, on ne sait plus compter en réalité les Collèges qu'on a eus sur la déclaration et surtout sur le budget.

Le sport, vous êtes complètement dans la philosophie qui est portée par la majorité avec effectivement que c'est non seulement un outil à titre individuel, mais c'est aussi un outil d'émancipation du groupe et collectif.

Madame Raiss, merci pour ce que vous avez dit, tout simplement.

Sur Mille Jobstudent, j'ai bien noté votre suggestion, je vais me renseigner sur comment ils font à Anderlecht.

Madame Agic, le streaming des conseils communaux dans combien de temps ? Je dois vous dire qu'aujourd'hui, au niveau de l'équipement qu'on a, tant au niveau informatique qu'au niveau du service communication, on n'est pas prêt, donc ça va prendre un petit peu de temps. C'est une volonté marquante, mais on doit bien le faire parce que si on le fait mal, les gens vont s'en détourner très vite, ça ne ressemblera à rien et on passera à côté de l'objectif. Donc on doit avoir une attention à ce qu'on ait la technique au point pour pouvoir le faire et aujourd'hui nos services ne sont pas en capacité de le faire du jour au lendemain. Ça sera à moyen terme je dirais.

Une question de monsieur Daif sur la révision de la taxe sur les entreprises. Je vais répondre de manière plus globale, je ne vais pas m'attaquer uniquement à cette taxe-là. Donc, il y a un large travail sous la houlette de l'échevin des Finances qui est en train d'être réalisé sur notre structure de taxes. On a fait face à une demande de l'Inspecteur régional de pouvoir avoir une structure de taxes qui soit la plus juste possible, que notre budget soit le plus possible crédible. Et aujourd'hui, on constate que pour certaines poches de taxes, on ne sait pas percevoir ce qui est indiqué au budget. Et donc, il y a tout un travail qui est en cours avec les services de Georges Van Leeckwyck pour identifier les taxes qui posent problème dans tous les sens du terme et faire en sorte que demain, on puisse avoir une structure de taxes qui est juste, qui est en adéquation avec la volonté politique de ce Collège et qui est crédible et qui va effectivement aux comptes ramener ce qui est attendu au budget. C'est la raison pour laquelle, aujourd'hui, pour les trois ans, vous avez les mêmes montants qui sont mis et pas des montants variables. On n'a pas cherché à indexer ou à imaginer ce qu'allaient devenir ces taxes. On est en train de faire le travail de manière sereine et on a demandé l'autorisation à la Région de travailler de cette manière-là dans notre triennal, ça a été donné, parce qu'il nous semblait sinon malhonnête d'indiquer d'autres montants. On n'est pas, on est aujourd'hui plutôt à une étape intermédiaire dans le travail sur les taxes, on n'a pas finalisé notre travail sur les taxes. Voilà ce que je voulais vous dire.

Comment lutter contre l'absentéisme du personnel dans l'enseignement ? Je crois que toutes les mesures qu'on prend vont aller dans ce sens-là. Une belle reconnaissance du travail fourni, un travail de la Cellule pédagogique et de l'administration communale renouvelée aux côtés des équipes, un investissement quasiment dans chaque école. Moi j'ai bon espoir que notre situation s'améliore du point de vue de la présence de notre personnel pédagogique.

Vous avez tout à fait raison quand vous faites remarquer que nous devons assurer les services qui conviennent à des occupants d'origines culturelles multiples. C'est très très important puisque dans les maisons où nous accueillons des seniors qui n'ont parfois plus de soutien familial du tout, ces gens sont en réalité pris en charge de A à Z, 24h/24h. Evidemment, leurs convictions religieuses ou philosophiques doivent être respectées.

Vous demandiez si nous allions créer des toilettes dans les parcs publics ou ailleurs. Il y a une réflexion stratégique qui est en cours sur où on va les mettre parce que la Ville de Bruxelles est fort avancée sur la pose de toilettes publiques. Nous allons travailler en partenariat avec eux pour pouvoir définir où ce serait utile dans un premier temps de les déployer.

Monsieur Eylenbosch, merci pour vos commentaires sur la mixité et les chaussures des gardiens. Et je dois dire que vous m'avez tout à fait intéressée dans votre point sur les pollutions des écoles. Pour moi, c'était plutôt un problème de la campagne, mais je pense que ce serait intéressant de se pencher sur cette question, merci beaucoup pour cette suggestion.

Voilà, les échevins, j'ai vu que monsieur Van Leeckwyck veut répondre mais si d'autres veulent dire un mot sur leurs compétences, n'hésitez pas.

Je donne la parole à monsieur Van Leeckwyck.

M. l'échevin Van Leeckwyck :

Merci Danielle pour ta question, c'est bien, parce qu'on m'avait déjà posé ce genre de question. En fait je suis échevin de l'Informatique, mais informatique de la Commune, donc on gère tout ce qui est les besoins de la Commune pour le service Population, la Comptabilité et ainsi de suite. On n'est pas là pour les formations-mêmes. Mais comme madame la Bourgmestre l'a dit, comme on va développer des ateliers pour les personnes du troisième âge ou même des activités pour les jeunes, je pense qu'en rediscutant avec madame la Bourgmestre ou les personnes concernées par tout ce qui est formations, je pense que c'est quelque chose qu'on peut très bien faire, très bien mettre en place. Parce que je pense qu'il y a aussi des personnes qui connaissent l'informatique et qui ont envie de donner. Donc il faut juste mettre maintenant les bonnes personnes avec les bons formateurs avec ceux qui ont envie d'être formés. Donc on en reparlera en Collège avec madame la Bourgmestre.

Mme la Présidente :

Attendez peut-être deux minutes, on va écouter madame Ouberri.

Mme l'échevine Ouberri :

Merci madame la Présidente, je vais embrayer sur la question de l'informatique. L'équipe de l'Action sociale dont j'ai la charge a réfléchi de manière globale à la personne, notamment les seniors, pour justement lutter contre la fracture numérique et il prévoit un accompagnement, par exemple parce qu'il y a des seniors qui ont un PC mais pas nécessairement internet, mais les accompagner pour pouvoir l'utiliser. Et on sent une forte demande au moment des déclarations d'impôts, par exemple pour leur apprendre à faire leur déclaration qu'on appelle Tax-on-Web et on a prévu l'achat de lecteurs de cartes d'identité pour pouvoir justement les connecter. Ça, c'est une chose. Et les services proposent aussi de les accompagner pour pouvoir utiliser le smartphone parce que maintenant, les personnes âgées utilisent de plus en plus aussi les smartphones mais ne savent pas l'utiliser à leur maximum et donc les services vont accompagner.

A côté de ça, parce que je disais que l'Action sociale, c'est aussi une pensée globale, par rapport aux personnes malentendantes, ça va te faire plaisir parce que tu penses aussi souvent aux personnes handicapées, on a prévu d'acheter des boucles à induction. Pour le moment, un poste fixe et un poste flex mobile, pourquoi ? Parce qu'au guichet, on se rend compte que la communication ne passe pas bien et donc en fait la boucle à induction. C'est

un peu comme dans les musées, la personne porte la boucle, au guichet c'est un poste fixe, quand on parle, ok, elle reçoit l'information.

Une dernière chose, madame la Présidente, je peux continuer par rapport aux compétences ? Par rapport à l'égalité des chances, tout le monde apprécie cette thématique et ça tient à cœur à tout le monde et on va devoir travailler dessus, comme notre chef de groupe avait proposé, et que Leila serait la personne référente pour travailler là-dessus. Je remercie les collègues du Collège qui ont soutenu ma proposition de budget, c'est un petit budget certes, mais la symbolique est grandiose et donc pour la première fois, on va avoir un budget communal pour l'égalité des chances. C'est un début, on va pouvoir faire des actions qui ne vont pas coûter cher, mais qui sont porteuses. Et c'est principalement dans l'éducation permanente, pour déconstruire les préjugés et tout ça, travailler sur l'égalité garçons/filles comme on avait dit dans la déclaration de politique générale. Voilà, on peut nous souhaiter, tous ensemble, de conduire cette belle proposition à terme. Merci.

Mme la Présidente :

Merci madame Ouberri.

Est-ce qu'il y a des conseillers qui souhaitent encore la parole quelques minutes ?

Je donne la parole à madame Evraud.

Mme Evraud :

En fait, ma question, c'était pour les personnes âgées qui n'ont même pas la possibilité d'apprendre ou, ce qui arrive aussi maintenant, des personnes qui sont encore à la maison, qui sont tout à fait autonomes, mais qui ne savent par exemple plus tout à fait payer leurs factures parce que ça va trop vite. Des choses comme ça, il y a un vrai problème même pour les personnes qui maîtrisent un petit peu l'ordinateur, elles ont des problèmes pour par exemple faire leurs paiements et comme les banques ferment les unes après les autres, cela pose un problème.

Disons qu'il y a une chose que j'ai oubliée de vous dire, Déma-R-âges fait donc de l'économie sociale et fait aussi des réparations, déjà maintenant, pour les personnes âgées et pour les personnes dépendantes du CPAS. Des petits travaux de peinture, des petits travaux d'électricité, de plomberie etc., donc, ce serait peut-être, puisque c'est votre projet, d'étoffer ce service-là déjà puisqu'il existe et qu'il fonctionne.

Un dernier point qui va un peu refroidir l'ambiance...

Mme la Présidente :

Alors, stop, ça se passait bien.

(Rires - Gelach)

Mme Evraud :

J'ai lu un article de Bruno Colmant qui parle de véritables bulles qui pourraient, d'après lui, exploser et qui seraient la pire crise économique, d'après lui, il est toujours assez noir m'enfin bon, à cause de tous ces emprunts qui ont été faits à taux très bas. Et je dois dire que j'ai lu cet article et je n'étais pas heureuse en lisant ça et je me dis qu'il serait peut-être utile de penser à des solutions et de prévoir des choses pour cela aussi. Je vous remercie.

Mme la Présidente :

Pour les dépannages, je vais en parler avec la Présidente du CPAS et pour les emprunts, je n'ai absolument aucune idée de ce dont vous parlez. Donc je ne sais pas si un de mes collègues a une réponse mais je n'en ai pas.

Je donne la parole à monsieur l'échevin des Finances.

M. l'échevin Van Leeckwyck :

Mais il y a aussi Georges Ugeux qui, il n'y a pas longtemps, a aussi prédit des trucs et comme a dit un autre journaliste spécialisé dans les finances, ils n'ont pas su prédire la crise quand elle est arrivée, maintenant ils prédisent une autre crise. On est sûr qu'il va y avoir une crise parce que c'est un peu cyclique. Moi je pense, actuellement, nous on ne doit pas se battre, comme je l'ai dit tantôt, on a vu Belfius, on a vu Ethias pour déjà voir un peu sur l'évolution des taux, tout le monde tient déjà compte de certaines choses à court terme, maintenant, j'allais justement dire, Nostradamus c'est autre chose, mais merci pour la remarque.

Mme la Présidente :

Merci monsieur Van Leeckwyck.

Ecoutez, madame Agic, qui n'a rien à voir, mais alors vraiment rien avec Nostradamus, je donne la parole à madame Agic.

Mme Agic :

Juste pour le streaming, j'ai lu que de nombreuses autres communes voulaient aussi débiter ça. Je pense que ce serait peut-être intéressant de voir si c'est possible de faire une collaboration avec d'autres communes pour réduire le coût de ces diffusions et peut-être accélérer du coup les choses.

Et juste une petite chose que j'ai oubliée tout à l'heure. C'est par rapport au blocus, c'est dans un mois et demi et j'espère que ce sera déjà d'actualité pour ce blocus-ci. Je sais que c'est très bientôt, mais peut-être déjà commencer par quelques endroits et aussi veiller à ce qu'il y ait des ouvertures assez larges pour les étudiants. Je suis assez bien placée pour savoir que c'est une demande qui est très forte et un engagement attendu des jeunes.

Mme la Présidente :

Oui, tout à fait, merci beaucoup, effectivement l'idée, c'était de commencer dans peu de lieux cette année parce qu'on ne sera pas prêt pour plus et il faut d'abord tester la formule. Et je crois qu'une chose extrêmement importante c'est la publicité qui sera donnée aux dispositifs donc on aura une attention particulière par rapport à ça.

A ce stade, je vous propose de voter le triennal budgétaire et le budget 2019. Je n'ai pas vu de mains se lever pour des amendements. Le climat est beaucoup plus constructif, ça c'est clair.

*Le Conseil approuve le point.
27 votants : 27 votes positifs.
De Raad keurt het punt goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.*

6. Finances - Budget communal de l'exercice 2019.
Financiën - Gemeentebegroting van het dienstjaar 2019.

M. la Présidente :

Pouvez-vous approuver ?

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 27 votes positifs.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

M. la Présidente :

Je vous remercie, je clos ici la séance.